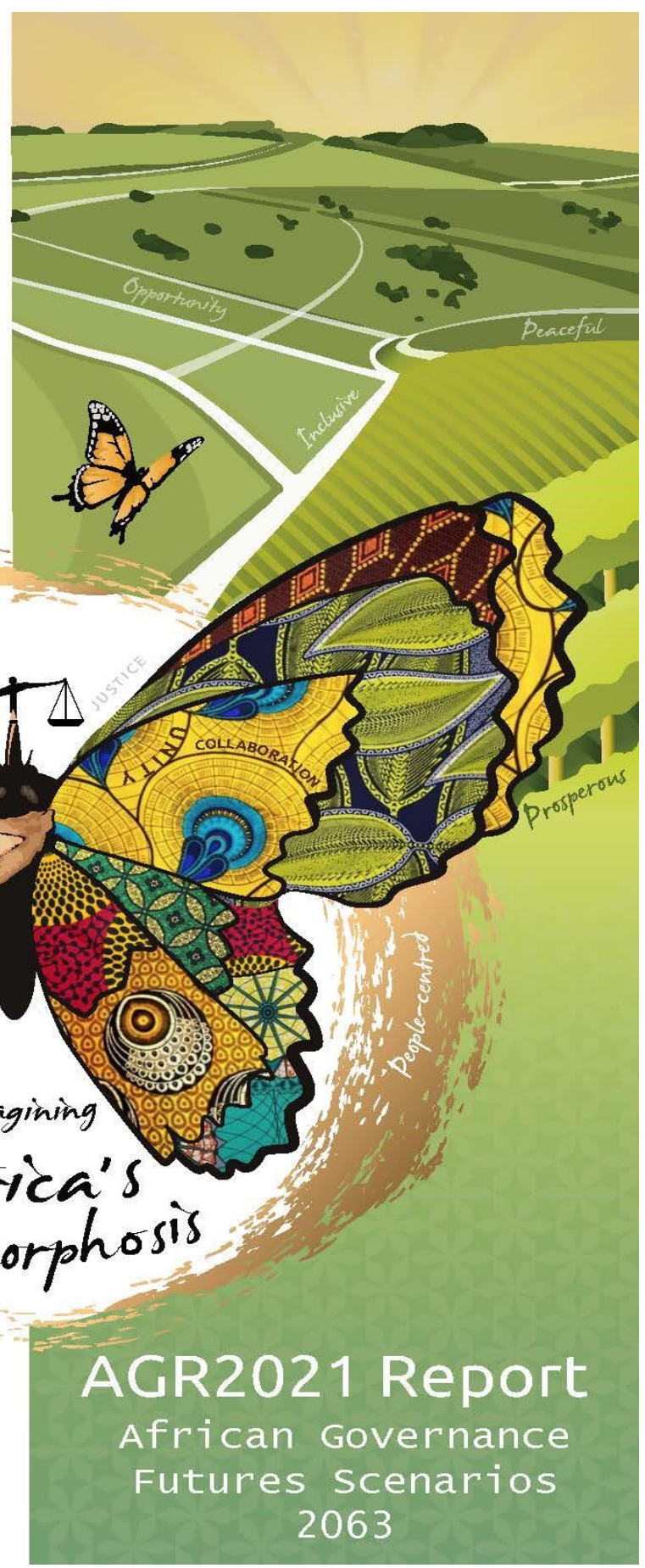




**Good governance**  
The enabler to get to  
the Africa we all want.



**AGR2021 Report**  
African Governance  
Futures Scenarios  
2063



**RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE (RGA)  
2021 :  
SCÉNARIOS PROSPECTIFS DE LA GOUVERNANCE EN  
AFRIQUE À L'HORIZON 2063**

**PROJET FINAL**  
23 décembre 2020

**Préparé par**  
**Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP)**  
**pour le compte de l'Architecture africaine de la gouvernance (AAG)**

## Table des matières

Liste des acronymes, entités et cadres relatifs aux scénarios du RGA 2021 .....	6
Guide de référence des scénarios du RGA 2021 des accords de l'Union africaine .....	8
Décision de la Conférence de l'UA .....	10
Avant-propos du Président du Forum du MAEP .....	12
Préface	13
Remerciements .....	15
Résumé analytique.....	17
Processus d'élaboration des scénarios du RGA 2021 .....	18
Résumé du RGA 2021.....	21
Importance des scénarios .....	24
Résumé des recommandations.....	26
Tableau récapitulatif des recommandations du RGA 2021 .....	28
1. INTRODUCTION.....	35
1.1 Contexte d'élaboration du RGA 2021 .....	35
1.2 RGA 2019: <i>Promouvoir les valeurs communes de l'Union africaine</i> .....	36
1.3 RGA 2021: <i>Scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique à l'horizon 2063</i> .....	37
1.4 Processus consultatif et participatif d'élaboration de scénarios .....	38
1.5 Étapes de création des scénarios .....	41
1.6 Leçons tirées du processus de création des scénarios du RGA 2021 .....	43
1.7 Résumé des scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique à l'horizon 2063 .....	46
1.8 Importance des scénarios et appel à l'action .....	51
1.9 Récapitulatif des recommandations issues de chaque scénario prospectif de la gouvernance en Afrique.....	52
2. RGA 2021: <i>Scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique en 2063</i> .....	54
2.1 Scénario de référence - «L' Afrique Unie».....	55
2.2 UTOPIE «L' Afrique prospère» .....	60
2.3 Dystopie « L'Afrique défaite » .....	65

2.4	Scénario surprise « L’Afrique décolle » .....	69
3.	IMPORTANCE DES SCÉNARIOS ET APPEL À L’ACTION .....	73
4.	FACTEURS D’IMPACT DÉTERMINANTS ET DOMAINES D’INTÉRÊT STRATÉGIQUES RECOMMANDÉS.....	77
I.	Solutions inspirées par l’Afrique.....	78
II.	Collaboration, Coopération et Communication .....	78
III.	Élections.....	80
IV.	Environnement .....	81
V.	Institutions.....	83
VI.	Paix et sécurité.....	84
VII.	Politique économique.....	85
VIII.	Leadership politique .....	86
IX.	Stratégie.....	87
X.	État de droit .....	88
XI.	Droits universels .....	89
XII.	Les femmes .....	90
XIII.	Les jeunes.....	91
5.	Conclusion.....	93
5.1	Scénario de référence.....	93
5.2	Scénario utopique.....	93
5.3	Scénario dystopique .....	94
5.4	Scénario surprise .....	94
6.	DIFFUSION ET FEUILLE DE ROUTE DU RGA 2021 POUR L’APPLICATION DES SCÉNARIOS.....	95
7.	ANNEXES .....	97
A.	MEMBRES DU GROUPE DE CONSULTATION AGA .....	97
B.	COMITÉ EXÉCUTIF DU SECRÉTARIAT DU MAEP EN CHARGE DU RGA 2021 .....	97
C.	INSTITUTE FOR FUTURES RESEARCH (IFR).....	98
D.	MEMBRES DU GROUPE DE CONSULTATION CONTINENTAL .....	98
E.	PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS.....	99
F.	ACTIVITÉS, CONTRIBUTIONS ET RÉSULTATS DU RGA 2021 .....	101
G.	CALENDRIER DES ACTIVITÉS DU RGA 2021.....	103
H.	CADRE ANALYTIQUE.....	106
	107	

I. ENQUÊTE EN LIGNE.....108

**Liste des tableaux, diagrammes, figures**

**Diagramme récapitulatif des types de scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique à l'horizon 2063**

**Tableau récapitulatif des recommandations du RGA 2021**

**Tableau des pays du groupe de discussion sélectionnés pour participer aux ateliers de création de scénarios du RGA 2021**

**Encadré des étapes de création de scénarios**

**Encadré des informations générées par les scénarios du RGA 2021**

**Encadré des rôles des scénarios**

## Liste des acronymes, entités et cadres relatifs aux scénarios du RGA 2021

ACBF	Fondation africaine pour le renforcement des capacités
CADEG	Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance
ZLECA	Zone de libre-échange continentale africaine
CAERT	Centre africain d'Études et de Recherche sur le Terrorisme
CEA	Communauté économique africaine
BAD	Banque africaine de développement
AFRIPOL	Mécanisme de coopération policière de l'Union africaine
AGA	Architecture africaine de la gouvernance
RGA:	Rapport sur la gouvernance en Afrique
AGP	Plateforme africaine de gouvernance
AIDA	Développement industriel accéléré de l'Afrique
AMDC	Centre africain pour le développement des ressources minérales
VMA	Vision minière africaine
MAEP	Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
APSA	Architecture africaine de paix et de sécurité
APSTA	Association des centres africains de formation au soutien à la paix
AQMI	Al Qaida au Maghreb islamique
ARC	Capacité africaine de gestion des risques
FAA	Force africaine en attente
UA	Union africaine
AUABC	Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption
CPS/UA	Conseil de paix et de sécurité de l'UA
BIAT	Stimulation du commerce intra-africain
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEN-SAD	Communauté des États sahélo-sahariens

PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
SCAR	Système continental d'alerte rapide
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CRG	Groupe de consultation continental du RGA 2021
EASBRIG	East Africa Standby Brigade
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
ECOBRI	Brigade en attente de la CEDEAO
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
FOMAC	Force multinationale de l'Afrique Centrale
FTYIP	Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA
PIB	Produit intérieur brut
GEWE	Égalité des sexes et autonomisation des femmes
RDH	Rapport sur le développement humain
CIRGL	Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs
TIC	Technologies de l'information et de la communication
FFI	Flux financiers illicites
IFR	Institute for Futures Research
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
NASBRIG	North Africa Regional Standby Brigade
PDN:	Plan de développement national
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
CNG	Conseil national de la gouvernance (MAEP)
ONG	Organisation non gouvernementale
INDH	Institutions nationales des droits de l'homme
OUA	Organisation de l'unité africaine
APD	Aide publique au développement

COREP	Comité des représentants permanents de l'Union africaine
PIDA	Programme de développement des infrastructures en Afrique
CDR	Capacité de déploiement rapide
CER	Communauté économique régionale
MR	Mécanisme régional
SADC:	Communauté de développement de l'Afrique australe
SASBRIG	Southern Africa Standby Brigade
ODD	Objectif de développement durable
DSEGA	Déclaration solennelle pour l'Égalité de Genre en Afrique
STISA	Stratégie de la science, de la technologie et de l'innovation pour l'Afrique
UMA	Union du Maghreb arabe
ONU	Organisation des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
WEF	Forum économique mondial

## Guide de référence des scénarios du RGA 2021 pour les accords de l'Union africaine

Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (*Éthiopie 2007*)

Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (*Rwanda, 2018*)

Statuts du Centre africain pour le développement des ressources minérales (*Éthiopie, 2016*)

Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption (*Mozambique, 2003*)

Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel (*Guinée équatoriale, 2014*)

Charte africaine de la jeunesse (*Gambie, 2006*)

Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (*Éthiopie, 1980*)

Charte de la renaissance culturelle africaine (*Soudan, 2006*)

Statuts de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (*Éthiopie, 1974*)



Protocole relatif à la création du Fonds monétaire africain (*Guinée équatoriale, 2014*)

Charte africaine de la statistique (*Éthiopie, 2009*)

Charte africaine sur les valeurs et les principes du service public et de l'administration (*Éthiopie, 2011*)

Convention de la Commission africaine de l'énergie (*Zambie, 2001*)

Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (Algérie, 1968) et  
Convention révisée (Mozambique, 2003)

Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (*Kenya, 1981*) ; Protocole relatif à la Charte  
africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de  
l'homme et des peuples (*Burkina Faso, 1998*) ; et Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme  
et des peuples relatif aux droits des femmes (*Mozambique, 2003*)

Convention interafricaine portant établissement d'un programme de coopération technique (*Ouganda,  
1975*)

Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme (*Algérie, 1999*)

Protocole au Traité instituant la Communauté économique africaine relatif au Parlement panafricain  
(*Libye, 2001*)

Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (*Afrique du Sud,  
2002*)

Protocole de la Cour de justice de l'Union africaine (*Mozambique, 2003*) ; Protocole portant statut de la  
Cour africaine de justice et des droits de l'homme (*Égypte, 2008*) ; et Protocole portant amendements  
au Protocole portant statut de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme (*Guinée équatoriale,  
2014*)

Charte africaine des valeurs et des principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du  
développement local (*Guinée équatoriale, 2014*)

Convention de l'Union africaine sur la coopération transfrontalière (Convention de Niamey) (Guinée  
équatoriale, 2014)

Statut du CDC africain et son cadre de fonctionnement (*Éthiopie, 2016*)

Statuts de l'observatoire africain pour la science, la technologie et l'innovation (OASTI) (*Éthiopie, 2016*)

Statuts du conseil africain de la recherche scientifique et de l'innovation (CARSI) (*Éthiopie, 2016*)

Statut de l'Agence spatiale africaine (*Éthiopie, 2018*)

## Décision de la Conférence de l'UA

### PROJET DE DÉCISION RELATIVE AU RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE EN AFRIQUE 2021

La Conférence,

1. **PREND NOTE AVEC SATISFACTION** du Rapport sur la gouvernance en Afrique présenté par S.E. Cyril Matamela Ramaphosa, Président de la République d'Afrique du Sud et Président du Forum des chefs d'État et de gouvernement africains du Mécanisme d'évaluation par les pairs (MAEP) ;
2. **FÉLICITE** S.E. Cyril Matamela Ramaphosa, pour son leadership remarquable du Forum du MAEP et pour sa brillante présentation du Rapport sur la gouvernance en Afrique 2021 (RGA 2021) au nom du Mécanisme ;
3. **RAPPELLE** la Décision Assembly/AU/Dec.720 (XXXII) dans laquelle la Conférence indiquait que le Rapport sur la gouvernance en Afrique serait élaboré par le MAEP, en collaboration avec l'Architecture africaine de la gouvernance (AAG), et présenté tous les deux ans, pour examen par la Conférence lors de ses sessions ordinaires ;
4. **RAPPELLE EN OUTRE** la Décision Assembly/AU/Dec.720 (XXXII) dans laquelle la Conférence, lors de sa 32e session ordinaire, a accueilli favorablement le Rapport sur la gouvernance en Afrique 2019 et a encouragé les États membres à prendre en compte les recommandations présentées. **AINSI QUE** la Décision Assembly/AU/Dec.765 (XXXIII) dans laquelle la Conférence demandait au MAEP d'élaborer, en collaboration avec l'Architecture africaine de la gouvernance, le Rapport sur la gouvernance en Afrique et de le présenter à la 34e session ordinaire de la Conférence prévue en février 2021 ;
5. **FÉLICITE** le MAEP pour l'élaboration du Rapport sur la gouvernance en Afrique, en collaboration avec l'AAG, conformément à la Décision Assembly/AU/Dec.720 (XXXII) et à la Décision Assembly/AU/Dec.765 (XXXIII), et pour avoir veillé à ce que le Rapport soit présenté à la 34e Session ordinaire de la Conférence malgré les défis posés par la pandémie COVID19 ;
6. **ACCUEILLE FAVORABLEMENT** le Rapport sur la Gouvernance en Afrique 2021 élaboré sur le thème « Scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique à l'horizon 2063 », et **FÉLICITE** le MAEP, l'AAG, le Groupe de travail conjoint, l'*Institute for Futures Research* de l'Université de Stellenbosch, les instituts de recherche africains et les experts participants pour le travail louable accompli dans l'élaboration des scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique à l'horizon 2063 ;
7. **AFFIRME** que les « Scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique à l'horizon 2063 » du Rapport sur la gouvernance en Afrique 2021 nous invitent à redoubler d'efforts pour la pleine réalisation de la Vision de l'Union africaine pour une « Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale », des aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et de ses plans décennaux de mise en œuvre ;

8. **INVITE INSTAMMENT** les États membres à examiner les recommandations contenues dans le Rapport en vue d'améliorer la bonne gouvernance et de partager les bonnes pratiques en la matière au niveau des pays et du continent ;
9. **ENCOURAGE** les États membres à développer et à mener leurs propres recherches et construire leurs propres scénarios prospectifs de la gouvernance en tant qu'outil d'auto-évaluation dans la réalisation de l'Aspiration 3 de l'Agenda 2063 pour « Une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et d'état de droit », de l'Aspiration 4 pour « Une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité » et de l'Aspiration 6 pour « une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants » ;
10. **DEMANDE** au MAEP de mener, en collaboration avec l'AAG, d'autres études prospectives sur la gouvernance et les questions connexes, et d'organiser en permanence des sessions de formation et de recherche dans l'esprit du Rapport ;
11. **DEMANDE EN OUTRE** au MAEP de procéder, en collaboration avec l'AAG, au lancement officiel et à une large diffusion du Rapport, et à tous les membres de la plateforme AGA d'intégrer le Rapport dans leurs plans de travail annuels ;
12. **DÉCIDE** que le MAEP élabore, en collaboration avec l'AAG, le troisième rapport sur la gouvernance en Afrique en mettant l'accent sur le lien entre la gouvernance et la 4e révolution industrielle (4IR) ; et
13. **AFFIRME** que le Rapport sur la gouvernance en Afrique est élaboré par le MAEP, en collaboration avec l'AAG, et présenté tous les deux ans, pour examen par la Conférence lors de ses sessions ordinaires.

## Avant-propos du Président du Forum du MAEP

## Préface

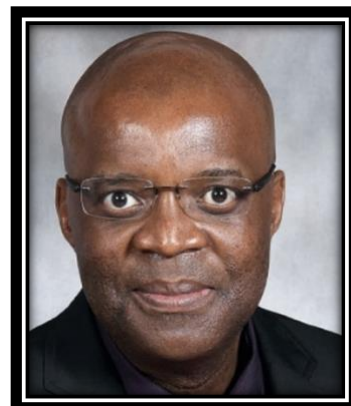
*Le Rapport sur la gouvernance en Afrique (RGA) est le fruit de la coopération et de la collaboration entre le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) et les membres de la plateforme de l'Architecture africaine de la gouvernance (AAG). Le RGA dresse un état des lieux de la gouvernance en Afrique en vue de fournir aux États membres de l'Union africaine une base de référence complète qui permettent aux gouvernements à améliorer leur gouvernance. Il peut servir d'instrument de mesure du changement, d'analyse, d'évaluation et de suivi des tendances de la gouvernance sur le continent. Il recense ainsi les meilleures pratiques qui pourraient être partagées entre les États membres dans le processus d'échange d'expériences et d'apprentissage entre pairs, afin de renforcer la gouvernance en Afrique.*

*Rapport sur la gouvernance en Afrique 2019 : Promouvoir les valeurs communes de l'Union africaine*

Les changements rapides influencent et façonnent de plus en plus notre environnement commun. Le paysage politique, social, économique et environnemental en Afrique dresse un tableau saisissant des multiples défis qui se posent au continent tout en offrant des perspectives et des opportunités stratégiques. Des réalités bien connues comme la jeunesse d'une population en plein essor, un secteur des TIC en croissance rapide et une abondance permanente de ressources naturelles sont juxtaposées par l'effet financier paralysant de la pandémie COVID-19. On observe également une augmentation du nombre de conflits civils et militaires et les déplacements de population qui en résultent. Ces phénomènes présentent une grande variété de problèmes, d'opportunités pertinentes et de possibilités intéressantes à examiner, qu'une approche par scénarios à travers une cartographie large et une analyse approfondie peut révéler.

À la lumière de ces facteurs, cette deuxième édition du Rapport sur la gouvernance en Afrique 2021 (RGA 2021) fournit des marqueurs concrets et définitifs à travers lesquels nous pouvons mieux comprendre les contextes actuels et préparer l'avenir que nous voulons en tant qu'Africains. En cette ère hautement numérisée, sources de changements significatifs, le regard prospectif présente une perspective dynamique sur les trajectoires de développement émergeant à travers le continent africain.

Le RGA 2021 présente les différentes manières dont l'Afrique pourrait exploiter les changements à venir et orienter la trajectoire de la gouvernance régionale et mondiale, du développement économique et des pratiques écologiquement durables. En outre, les progrès technologiques et l'évolution rapide des économies politiques ont suscité un regain d'intérêt pour l'avenir de l'Afrique. Le RGA 2021 se présente ainsi comme un instrument inestimable dont pourraient s'inspirer les sciences multidisciplinaires et les acteurs pour formuler de manière constructive des plans de développement, approfondir les analyses de risques et orienter la gouvernance et les institutions connexes



vers la réalisation des objectifs de développement et de transformation de l'Afrique.

Pr Edward Maloka  
(Directeur général du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs,  
Union africaine)  
7 décembre 2020

## Remerciements

Le Rapport sur la gouvernance en Afrique 2021 a été réalisé grâce au soutien, aux conseils et à l'engagement des parties prenantes, des participants à la recherche, des bureaux et des organes de l'UA, comme le précisent les annexes du Rapport. En particulier, la recherche sur l'avenir de la gouvernance africaine et la création des scénarios sur une base inclusive ont bénéficié de la supervision stratégique, de l'engagement important et de la participation des acteurs ci-après :

- **Président et membres du Comité des points focaux du MAEP.** Leadership stratégique, supervision et approbation du processus de réalisation du RGA 2021, notamment en facilitant l'accès aux participants à la recherche stratégique à l'échelle du continent.
- **Conseils nationaux de la gouvernance du MAEP.** Examen critique et conseils pour l'élaboration du RGA 2021, et assistance très appréciée en aidant au recensement et à la mobilisation des participants à la recherche stratégique à l'échelle nationale.
- **Plateforme de l'Architecture africaine de la gouvernance.** Soutien collaboratif, contributions essentielles et pilotage du processus d'élaboration des scénarios du RGA 2021, en veillant à l'inclusion des parties prenantes stratégiques et à la pertinence des résultats pour l'élaboration des stratégies et des actions.
- **Secrétariat continental du MAEP.** Responsable du processus de réalisation du RGA 2021, le Secrétariat continental a réuni plusieurs groupes de partenaires pour des forums consultatifs de construction de scénarios, des ateliers de groupes de discussion et l'enquête en ligne. Le Secrétariat du MAEP a apporté un soutien vital en matière de gestion, de logistique, d'opération et de TIC, y compris les médias et la publicité, nécessaires au succès de la recherche sur l'avenir de la gouvernance africaine.
- **Institute for Futures Research, Université de Stellenbosch.** Principaux chercheurs du RGA 2021, les membres de l'équipe de l'Institute for Futures Research ont assuré la rigueur académique, le cadre participatif et l'approche conceptuelle et méthodologique solide de la construction de scénarios.
- **Membres du Groupe de consultation continental du RGA 2021.** Contributions multidisciplinaires, commentaires et observations sur la construction des scénarios au RGA 2021. Les membres du Groupe ont fait une étude critique précieuse de la recherche sur l'avenir de la gouvernance en Afrique, en mettant l'accent sur les points pertinents soulevés par divers groupes de partenaires, et en enrichissant les recommandations des scénarios et leurs incidences stratégiques.
- **Participants et contributeurs à la recherche.** En tant qu'acteurs essentiels de la création des scénarios, les participants à la recherche et les contributeurs ont fourni les informations

nécessaires à l'élaboration des scénarios du RGA 2021 et ont ainsi façonné le corps du rapport.

- **Comité de rédaction et de publication du RGA 2021.** Conception, production du contenu, élaboration des recommandations et publication du RGA 2021.



## Résumé analytique

Le Rapport sur la gouvernance en Afrique (RGA) est une publication de l'Union africaine (UA) sur l'état de la gouvernance en Afrique. Il est produit par le Secrétariat du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) en collaboration avec les membres de la plateforme de l'architecture africaine de la gouvernance (AAG), avec la participation et les contributions de très nombreux partenaires.

L'amélioration de la qualité de la gouvernance dans les États membres de l'UA est une composante essentielle du mandat de la Conférence qui reconnaît ainsi que la bonne gouvernance est une composante nécessaire et essentielle à la réalisation des objectifs de développement énoncés du continent. En conséquence, en 2017, la Conférence de l'Union a affirmé et élargi le rôle du MAEP pour superviser le suivi et l'évaluation dans tous les domaines clés de la gouvernance du continent. Les responsabilités supplémentaires du MAEP comprennent le suivi de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA et des objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD ou Agenda 2030). En outre, en 2018, la Conférence de l'UA s'est félicitée d'une initiative visant à repositionner le MAEP en tant qu'outil d'alerte précoce dans le cadre d'un effort collectif de prévention des conflits. La même année, lors du 11e Sommet extraordinaire de la Conférence de l'UA, celle-ci a réaffirmé la nécessité de renforcer la capacité du MAEP à consolider son autonomie fonctionnelle et à s'acquitter de son mandat élargi. La Conférence de l'UA a demandé au MAEP d'élaborer, en collaboration avec l'AAG, un rapport régulier sur l'état de la gouvernance en Afrique et de le présenter aux États membres.

Le RGA a pour objectif principal de fournir des évaluations et des rapports pertinents, précis et informatifs sur les domaines de gouvernance essentiels sélectionnés dans les 55 États membres de l'UA. Sur la base de recherches et d'analyses d'experts, le RGA vise à présenter des évaluations fondées sur des preuves, objectives et équilibrées de l'état de la gouvernance africaine, dans le but d'atteindre la stabilité et le développement politiques, sociaux et économiques à long terme sur le continent. Il met l'accent sur les principaux thèmes de la gouvernance en Afrique et vise à :

- Mettre en évidence les bonnes pratiques en matière de gouvernance pour le partage entre pairs ;
- Identifier les contraintes et les défis en matière de gouvernance ; et,
- Formuler des recommandations pour l'adoption et l'amélioration de la gouvernance par les États membres de l'UA.

Inspiré de l'Agenda 2063, considéré comme le cadre stratégique de réflexion et de transformation pour le continent, le Rapport sur la gouvernance en Afrique 2021 présente une série de quatre scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique. Les scénarios servent de guide d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies de la gouvernance africaine, mettant en évidence les domaines d'action essentiels à la réalisation de l'avenir choisi.

## Processus d'élaboration des scénarios du RGA 2021

Les principales étapes de la construction des scénarios se présentaient comme suit :

- A. *La confirmation des thèmes centraux* des scénarios et la définition des tendances motrices, les facteurs critiques, les incertitudes et les points d'intervention (voir Fig. 1 Diagramme du cadre analytique) ;
- B. *La collecte rigoureuse de données* sur les problèmes de gouvernance identifiés à partir de diverses sources ;
- C. *L'analyse critique et l'interprétation* des informations par les méthodes de prospective stratégique ;
- D. *Le dialogue consultatif* entre les multiples parties prenantes avec des contributions diverses ;  
et
- E. *La formulation créative* des scénarios de la gouvernance africaine de 2063.

Les scénarios reposent sur la recherche documentaire et l'analyse des tendances afin de fournir une base de données probantes pour les récits, sur les discussions et les contributions des ateliers de création de scénarios et d'un sondage en ligne. Voici les principales activités d'élaboration de scénarios entreprises dans le cadre de l'élaboration du RGA 2021 :

### **1. L'atelier technique du Secrétariat du MAEP, organisé en janvier 2020 avec les principaux membres de l'équipe de recherche du RGA 2021 à Cape Town (Afrique du Sud)**

*Résultats Gouvernance synthétisée et cadre analytique de prospective stratégique, approche méthodologique et feuille de route, pour orienter le processus de développement du RGA 2021 et la construction des scénarios. L'équipe conjointe d'experts en gouvernance du MAEP et d'experts en prospective stratégique de l'IFR a choisi les points de données clés, documents de référence, domaines essentiels et stratégiques à inclure et à traiter dans la recherche sur l'avenir de la gouvernance africaine. (Voir le diagramme du cadre analytique à l'annexe F)*

### **2. Forum multilatéral et atelier sur la création de scénarios en ligne, mai 2020**

*Résultats Lancement du processus d'élaboration de scénarios du RGA 2021 et convocation du Groupe continental de référence multipartite (CRG) pour le projet. Il a été demandé au CRG, en tant que groupe d'informateurs diversifié, d'apporter des contributions essentielles à la recherche sur l'avenir de la gouvernance africaine, en mettant l'accent sur les domaines de préoccupation et d'intérêt particulier pour garantir l'approche participative et l'adhésion au RGA 2021. En outre, le CRG a été créé dans le but de promouvoir et de vulgariser les scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique à l'horizon 2063, à travers son appui à une large diffusion du Rapport et à la promotion des domaines d'intérêt stratégiques et des mesures prioritaires concernant les principaux moteurs de gouvernance et les facteurs d'impact déterminants. (Voir l'annexe B pour la liste des membres du Groupe de consultation continental et les domaines d'expertise représentés)*

### **3. Un atelier de construction de scénarios en ligne avec la Plateforme d'architecture de gouvernance en Afrique (AGA), mai 2020.**

*Résultats Création des scénarios prospectifs de référence évolués pour la gouvernance africaine en 2063 — Utopie, dystopie et surprise. Les consultations ont permis d'avoir une indication nette des facteurs clés, des événements marquants possibles et des mesures d'action potentielles à inclure et à explorer dans le processus d'élaboration des scénarios comprenant de multiples parties prenantes.*

### **4. Sondage en ligne sur les principaux enjeux et opportunités de la gouvernance, juillet à octobre 2020**

*Résultats Contributions des participants stratégiques reçues de divers répondants partageant leurs perceptions de l'état actuel et des tendances émergentes de la gouvernance africaine aux niveaux régional et national. (Voir l'annexe G et le rapport complémentaire du RGA 2021 qui contient des détails supplémentaires sur la recherche)*

### **5. Ateliers virtuels de création de scénarios pour les groupes de discussion, septembre 2020**

*Résultats De multiples partenaires ont été sélectionnés selon des critères stratégiques parmi les pays échantillons retenus pour participer aux ateliers de création de scénarios du groupe de discussion du RGA 2021. Lors des travaux en groupe, les participants étaient invités à imaginer l'avenir de la gouvernance africaine à l'horizon 2063 à travers différents types de scénarios - meilleur scénario, scénario du pire, scénario surprise et scénario de référence. Grâce à leur engagement franc et aux informations qu'ils ont partagées, les divers répondants stratégiques ont défini les principales caractéristiques des scénarios prospectifs de la gouvernance africaine pour chaque type de scénario du RGA 2021, y compris i) les principaux titres et histoires pouvant faire la Une des journaux ; ii) la définition des principales caractéristiques de la gouvernance en*

*Afrique à différents niveaux systémiques, du citoyen et des institutions aux niveaux local, régional, continental et mondial.*

## **6. Ateliers virtuels de discussion sur les stratégies à adopter, novembre à décembre 2020**

*Résultats Deux ateliers de discussion sur les politiques à adopter ont été organisés, le premier avec les membres de l'AAG et le second avec les membres du CRG/RGA 2021. L'objectif était de présenter les principales implications politiques et les recommandations issues des scénarios du RGA 2021. Les membres de l'AAG et du CRG ont partagé leurs contributions sur les domaines politiques à hiérarchiser respectivement du point de vue de l'UA et des multiples parties prenantes.*

## **7. Atelier de validation — décembre 2020**

*Résultats Le projet final des scénarios du RGA 2021 a été présenté pour validation à un rassemblement de jeunes, d'experts en gouvernance, d'universitaires, des représentants des Communautés économiques régionales, de l'AAG et du MAEP. Les récits de scénarios ont été discutés et affinés, et les projets de recommandations ont été améliorés en référence au RGA 2019 et aux domaines stratégiques essentiels identifiés par les groupes d'experts et de parties prenantes convoqués. Les scénarios du RGA 2021, les principaux moteurs, les facteurs d'impact déterminants et l'appel à l'action sous forme de recommandations ont été validés et adoptés.*

## Résumé du RGA 2021

Voici un résumé des scénarios prospectifs élaborés sur la gouvernance africaine :

### **Scénario de référence — « L’Afrique Unie »**

En 2063, le continent a réalisé les aspirations générales de l’Agenda 2063. Toutefois, des questions importantes doivent encore être traitées, comme l’égalité entre les sexes, les risques de catastrophe environnementale et un meilleur accès aux capacités numériques pour les populations africaines. Les principales caractéristiques du scénario de référence présentent un continent politiquement et économiquement intégré comprenant des communautés de la diaspora et une population bien connectée et bien gouvernée. On suppose que le continent fera preuve de résilience face à un certain nombre de défis, notamment les pandémies et les changements climatiques, et réalisera la vision de l’Agenda 2063 comme prévu. Les principales étapes de la réalisation du scénario de référence d’une Afrique unie en 2063 sont : i) l’adoption, la ratification et la mise en œuvre permanentes des instruments, protocoles et accords pour promouvoir la bonne gouvernance, la paix et la sécurité ; ii) l’intégration de la prospective stratégique pour renforcer la préparation et la gouvernance préventive ; iii) le renforcement du suivi — évaluation des indicateurs de gouvernance pour améliorer les performances et les résultats des stratégies adoptées.

### **Utopie « L’Afrique prospère »**

Les principales caractéristiques du scénario utopique sont la réalisation des aspirations de l’Agenda 2063 et la gouvernance électronique axée sur les citoyens. Les populations africaines sont éduquées, en bonne santé, et les Africains de redoutables concurrents sur la scène mondiale. Le continent a atteint le stade des économies durables et des sociétés exemptes de criminalité et prospères. Les progrès enregistrés dans le domaine de la santé conduisent à la longévité et au « transhumanisme » où les Africains améliorent leur bien-être et renforcent leurs capacités grâce à l’utilisation de technologies de pointe. Les hypothèses clés de ce scénario sont une continuation de la gouvernance, des systèmes et structures économiques et sociaux actuels, avec quelques modifications dues aux capacités numériques et à l’unification régionale. L’hypothèse principale repose sur le succès de la santé améliorée par le numérique, y compris l’intégration entre l’intelligence artificielle et les humains. Les étapes vers la construction d’une Afrique prospère reposent sur le développement des capacités de la quatrième révolution industrielle et l’application de la numérisation pour améliorer la gouvernance et le bien-être général.

### **Dystopie « L’Afrique défaite »**

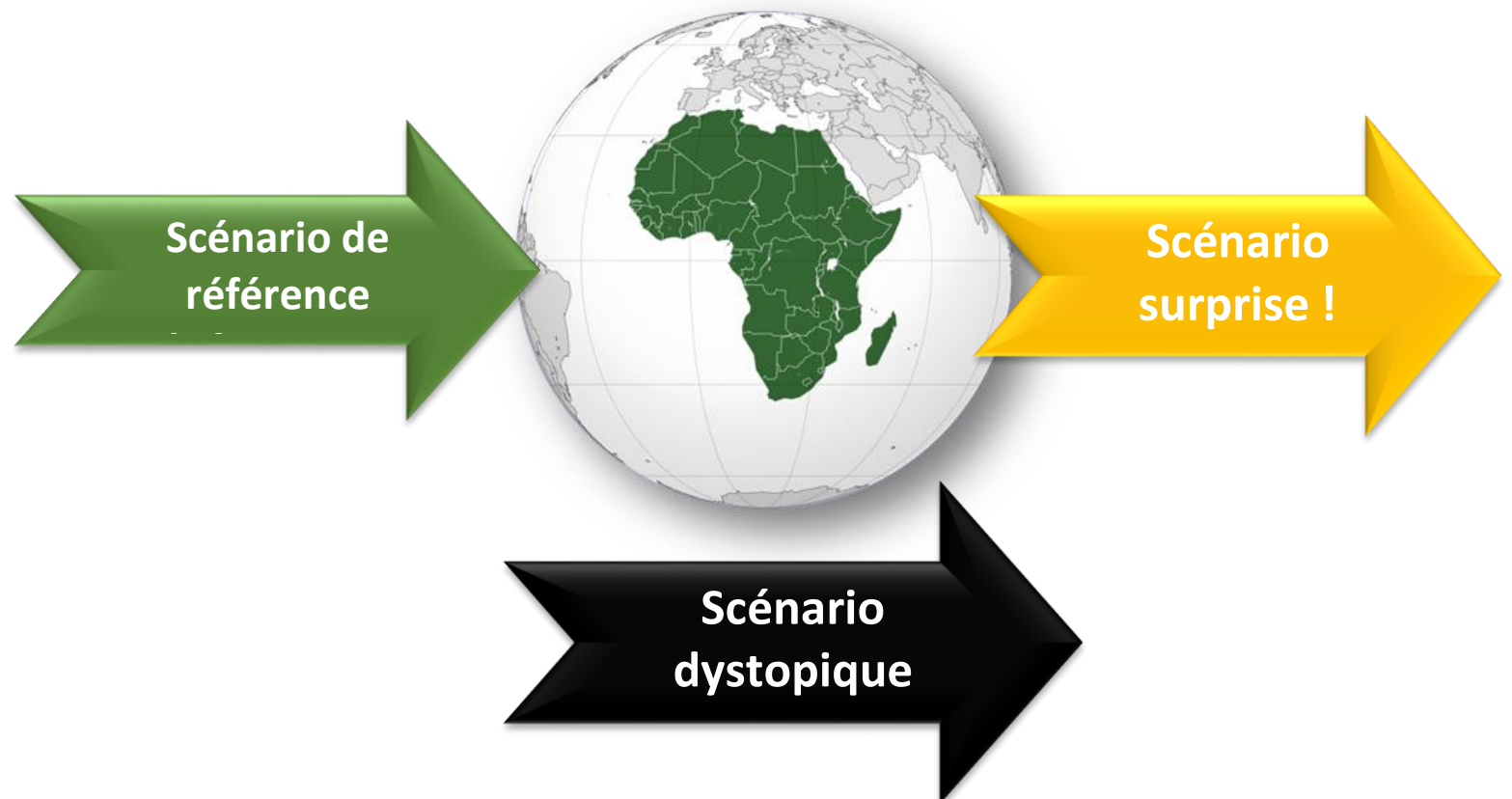
Le scénario dystopique de l'Afrique de 2063 se caractérise principalement par la dissolution de l'Union africaine et l'effondrement des systèmes économiques, sanitaires, éducatifs et sociaux sur le continent. La région se caractérise par des conflits généralisés, la pauvreté et la faim résultant de la corruption des dirigeants et la mauvaise gouvernance. En raison de l'incapacité de l'Afrique à s'autogouverner, le pouvoir décisionnel, la gestion des politiques et la gouvernance du continent sont repris par des acteurs non africains et des institutions multilatérales. Le scénario dystopique suppose la généralisation des conflits en Afrique et l'échec des contre-pouvoirs institutionnels nécessaires à la promotion d'une meilleure prise de décision et d'une gouvernance équilibrée.

### **Scénario surprise « L'Afrique décolle »**

Le voyage spatial vers Mars est la principale caractéristique du scénario surprise. Ayant réalisé à l'avance les objectifs de développement durable des Nations Unies et les aspirations de l'Agenda 2063, le continent étend sa vision à 2100. Dans ce scénario, on suppose une période d'autonomie qui permet à l'Afrique de consolider ses capacités et de développer ses talents. On suppose également que l'environnement naturel et les changements climatiques continuent de se compromettant ainsi transformer radicalement, la régénération de la terre. les capacités de développement. Comme étape principale du scénario surprise, on évoque l'établissement d'un niveau de confiance élevé entre dirigeants et citoyens africains ; l'existence d'un SCÉNARIOS PROSPECTIFS largement approuvé qui représente et respecte la volonté DE LA GOUVERNANCE EN réaliser l'Afrique qu'ils veulent et de se mobiliser avec l'urgence et l'engagement. les progrès de la science, de la technologie et de l'innovation constituent une étape nécessaire à la réalisation du scénario d'une « Afrique qui décolle ».



**Scénario  
utopique**



## Importance des scénarios

L'objectif des scénarios du RGA 2021 est de doter les décideurs, divers acteurs et agents de la gouvernance africaine d'une vision utile leur permettant de mieux prévoir les opportunités, éviter les risques et les obstacles à la bonne gouvernance, harmoniser et promouvoir stratégiquement les progrès et événements positifs pour le bien collectif de l'UA, des États membres et de leurs parties prenantes.

Chaque scénario décrit un futur possible de la gouvernance africaine, ainsi que les étapes et les événements qui peuvent conduire à des résultats meilleurs, pires ou surprenants. Sans être exhaustifs ou définitifs, les récits des scénarios offrent un aperçu des avenir plausibles de la gouvernance africaine et mettent en évidence les domaines dans lesquels des décisions et des actions stratégiques essentielles peuvent s'avérer nécessaires.

Récapitulatif des incidences stratégiques de chaque scénario :

### **Scénario de référence — *L'Afrique unie***

- Reconnaissance et mise en œuvre permanentes des instruments, protocoles et traités ratifiés pour la promotion de la bonne gouvernance, en particulier la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.
- Promotion et protection des droits de l'homme, ainsi que de l'inclusion des femmes et des jeunes.
- Renforcer la résolution des conflits et les efforts de consolidation de la paix.
- Intégrer la prospective stratégique dans la gouvernance en vue de renforcer les capacités de gouvernance prévisionnelle.

### **Scénario utopique — *L'Afrique prospère***

- Investissement dans le développement social des pays africains, en particulier de bons résultats en matière de santé et d'éducation,
- Développement des capacités pour la 4e révolution industrielle et la numérisation, stimulant ainsi les contributions africaines et l'appropriation de la technologie et de l'innovation.
- Application des progrès de la gouvernance électronique au profit de l'engagement et de la participation des citoyens, en tant que pierre angulaire de la bonne gouvernance, du développement et de la prospérité.

### **Scénario dystopique -- *L'Afrique défaite***

- Application ferme des mesures et mécanismes préventifs nécessaires pour atténuer les problèmes de gouvernance, de démocratie, de paix et de sécurité et pour éviter les pires résultats.



- Priorisation des besoins des citoyens grâce à l'application d'une bonne gouvernance et à la prestation de services nécessaires pour assurer le bien-être des communautés.
- Promotion de la diversité, l'inclusion et la participation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées à tous les niveaux de gouvernance dans la politique, les affaires et la société.
- Protection de la souveraineté des États africains et de l'autorité de l'UA sans ingérence internationale excessive ou focalisation déséquilibrée sur les intérêts non africains et les agendas extérieurs.

### **Scénario surprise – *L'Afrique décolle.***

- L'autonomie constitue le thème central du scénario surprise, les investissements nécessaires étant orientés vers la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies et les aspirations de l'Agenda 2063.
- Des actions prioritaires sont menées pour répondre aux exigences de bonne gouvernance, et réaliser ainsi les objectifs de développement et de transformation préalablement fixés.
- La libération et la réorientation de la capacité du continent à imaginer et à explorer des possibilités plus larges de gouvernance africaine, par exemple les zones inexplorées de la haute technologie et de l'espace, y compris les satellites, les mégadonnées et les capacités de calcul, et les voyages spatiaux.
- La concentration sur l'avancement de la science, de la technologie et de l'innovation, en tant que moteur de développement, de croissance et de transformation.

En tant qu'outil de vision à long terme et de planification stratégique à l'appui du mandat élargi du MAEP et des travaux de l'AAG, les scénarios du RGA 2021 aident à accroître et à harmoniser les priorités régionales et nationales, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, ainsi que le suivi des progrès vers la bonne gouvernance pour la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies et des aspirations de l'Agenda 2063.

Au niveau des États membres, les scénarios prospectifs du RGA 2021 poursuivent les objectifs suivants :

- i) Impulser et soutenir l'adoption des recommandations du RGA 2019 ;
- ii) Promouvoir la formulation et la mise en œuvre des plans décennaux de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA, en harmonisant les priorités régionales et nationales ;
- iii) Fournir un modèle à l'élaboration de rapports nationaux sur l'avenir de la gouvernance et de scénarios au niveau des pays alignés sur l'Agenda 2063 et liés aux stratégies et plans d'action nationaux de développement.
- iv) Servir d'outil d'inspiration pour l'engagement multipartite, la prise de décision et les actions de mobilisation pour réaliser un avenir optimal de bonne gouvernance pour l'Afrique.

## Résumé des recommandations

Le RGA 2021 a recommandé des domaines d'intervention et un appel à l'action générés par l'exercice d'élaboration de scénarios, suggérant des points de levier et d'intervention pour la réalisation des scénarios prospectifs de la bonne gouvernance en Afrique à l'horizon 2063. Les implications stratégiques indiquées pour chaque scénario ont été alignées sur les recommandations du RGA 2019 et les domaines prioritaires nationaux et régionaux identifiés pour le premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 (FTYIP). L'appel à l'action qui en résulte est formulé en termes de domaines d'action politique identifiés selon des catégories spécifiques de moteurs clés de la gouvernance et des facteurs d'impact déterminants connexes. En outre, lors de l'élaboration des recommandations du RGA 2021, l'attention a été accordée aux domaines stratégiques ci-après : *Soutiens, pointeurs de boussole et points pivots*.

Les soutiens sont des domaines stratégiques qui forment le noyau de la gouvernance en Afrique et représentent les exigences minimales pour une gouvernance fonctionnelle sur le continent, quel que soit le type de scénario : meilleur scénario, scénario du pire, scénario surprise ou scénario de référence. Les domaines stratégiques de soutien sont des questions essentielles à aborder en termes de renforcement des niveaux essentiels de résilience sur le continent. Cela comprend l'application de la gouvernance et la prestation de services de base nécessaires au développement économique et social, l'amélioration de l'éducation, de la santé et des revenus par habitant, ainsi que la gestion active des conflits, la sécurité et les mesures de consolidation de la paix pour assurer la protection et le bien-être des communautés africaines.

Les pointeurs de boussole sont les idéaux élevés, idées et concepts fondamentaux qui sous-tendent et orientent les valeurs communes, instruments et actes constitutifs de l'Union africaine. Les points stratégiques identifiés comme pointeurs de boussole concernent l'éthique, les valeurs, la responsabilité, la transparence, l'inclusion, la justice, la valorisation des connaissances autochtones africaines et la contextualisation des concepts et modèles de gouvernance ayant une pertinence culturelle. Les idéaux de l'UA en matière de panafricanisme et de démocratie ainsi que les divers protocoles, traités et initiatives ciblant ces points de politique sont au cœur de ce débat.

Les points pivots renvoient aux principales tendances et problèmes moteurs pour lesquels l'action ou l'inaction peuvent orienter la trajectoire de l'avenir de l'Afrique vers les meilleurs ou les pires résultats, ou conduire à des perturbations importantes. Les facteurs d'impact déterminants tels que la croissance de la population des jeunes, l'augmentation des inégalités économiques et l'instabilité sociopolitique sont des exemples de points pivots où des mesures politiques décisives sont nécessaires pour la réalisation d'un avenir privilégié pour l'Afrique en 2063, et non du scénario de la pire gouvernance.

Les domaines stratégiques ainsi recensés et des catégories de recommandations identifiées visent à faciliter la prise de décision des organes de l'UA, des États membres et des divers acteurs. Chaque catégorie met en évidence les mesures prioritaires à prendre pour cibler les points critiques, y compris les lacunes en matière de gouvernance à combler et les nouvelles possibilités de se préparer et d'en tirer parti.

## Tableau récapitulatif des recommandations du RGA 2021

### 1. Solutions inspirées par l'Afrique

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
Solutions inspirées par l'Afrique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formalisation des bonnes pratiques ancrées dans la résilience africaine et des approches réussies au niveau local</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconnaissance et promotion des solutions inspirées par l'Afrique comme des atouts clés pour le continent dans les secteurs comme l'agriculture, l'énergie, la médecine, l'éducation, etc.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promotion des valeurs et de l'éthique africaines</li> <li>Numérisation des langues africaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élévation, légitimation et formalisation des systèmes de connaissances africains</li> </ul>

### 2. Collaboration/Coopération et Communication

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
Collaboration/Coopération et Communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>Relations multilatérales et bilatérales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Placer les intérêts et les besoins du continent dans la réinvention et la réforme des institutions multilatérales mondiales, en particulier l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation des Nations Unies (ONU).</li> <li>Veiller à ce que l'engagement des États membres dans les relations multilatérales et bilatérales ne soit pas contraire aux exigences de la réalisation des aspirations de l'Agenda 2063.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Écosystèmes et liens stratégiques et opérationnels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer la capacité des universités en tant que partenaires et acteurs essentiels dans l'élaboration d'une bonne gouvernance, en particulier un financement concentré sur la recherche et le développement de programmes d'études pertinents ;</li> <li>Renforcer le rôle du secteur privé africain comme partenaire de la bonne gouvernance</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Médias</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Campagnes de sensibilisation et de promotion au niveau des pays sur les performances et les évaluations de la gouvernance, contribuant au suivi des progrès et des lacunes ;</li> <li>• Publication de l'état actualisé de la ratification des divers traités, conventions, instruments et protocoles de l'UA par les États membres</li> <li>• Sensibilisation aux capacités, contributions et réalisations des jeunes à travers des campagnes spécifiques</li> </ul>
--	--	--

### 3. Élections

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
Élections	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commissions, règles et institutions électorales</li> <li>• Violence liée aux élections</li> <li>• Organisation d'élections lors des crises et des pandémies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ratification et internalisation des instruments pertinents, y compris le suivi des processus de mise en œuvre</li> <li>• Présentation régulière des rapports par les États membres conformément aux exigences de la CADEG</li> <li>• Harmonisation de la pratique des missions d'observation électorale des organes régionaux et de l'UA, pour renforcer la crédibilité des élections, élaborer des lignes directrices et une approche commune pour y ajouter de la valeur</li> <li>• Reconnaissance du rôle du monde universitaire dans le renforcement des capacités des organes de gestion électorale.</li> <li>• Engagement des États membres à utiliser les plateformes disponibles pour le partage des meilleures pratiques concernant les partis politiques, les questions législatives, la diversité et l'inclusion.</li> <li>• Promotion d'un dialogue permanent sur les questions politiques pour une détection précoce et des discussions des signaux de changement forts et émergents et/ou des perturbations pouvant exiger des réponses particulières en matière de gouvernance</li> </ul>

### 4. Environnement

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
--------------	--------------------------------	--

<b>Environnement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changements climatiques et catastrophes naturelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adoption des solutions technologiques pour faciliter l'application des stratégies d'adaptation et d'atténuation au niveau national, y compris la préparation aux catastrophes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changements écologiques et durabilité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inclusion de stratégies d'adaptation locales basées sur les connaissances de base</li> <li>• Adoption d'une loi promouvant les pratiques de durabilité et axée sur les approches locales</li> <li>• Accélérer des pratiques environnementales à la base par le biais de protocoles CER établis sur les ressources transfrontalières communes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion des ressources naturelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Résoudre les problèmes de politique foncière et de propriété actuels</li> </ul>

## 5. Institutions

<b>ÉLÉMENTS CLÉ</b>	<b>FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS</b>	<b>DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021</b>
<b>Institutions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Structures et processus adaptés aux besoins</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer le rôle des CER et l'harmonisation avec l'Agenda 2063</li> <li>• Promouvoir les plateformes disponibles pour le partage des bonnes pratiques entre pairs</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maturité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Établir des cultures d'apprentissage continu pour répondre à l'évolution des contextes et appliquer les bonnes pratiques</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Efficacité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer les capacités et compétences requises au niveau de l'État pour réaliser les aspirations de l'Agenda 2063</li> <li>• Agir de toute urgence pour s'attaquer aux problèmes essentiels de la bonne gouvernance, la paix et la sécurité, ainsi que la protection et la promotion des droits de l'homme</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi et évaluation des performances</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une meilleure transparence pour faciliter les examens et évaluations par de la gouvernance par les pairs, y compris les points de vue des multiples parties prenantes</li> </ul>

6. Paix et sécurité

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
Paix et sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Troubles sociaux et soulèvement populaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Atténuer les discours de haine et promouvoir la diversité culturelle</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Militarisation</li> <li>• Traite des êtres humains</li> <li>• Criminalité transnationale organisée</li> <li>• Cybersécurité</li> <li>• Terrorisme et extrémisme violent</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconnaître les différents types de conflits et créer des forums pour l'engagement des jeunes dans la consolidation de la paix.</li> <li>• Créer organe représentatif temporaire ou permanent pouvant engager d'anciens combattants dans la résolution des conflits ;</li> <li>• Clarifier le rôle de l'Afrique en tant que point de transit des migrants et améliorer les données et la gestion des flux de migrants/réfugiés à travers l'Afrique et vers d'autres régions, à cause des conflits et à la recherche d'opportunités</li> </ul>

7. Stratégie

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
Stratégie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adapté au contexte</li> <li>• Mécanismes de mise en œuvre</li> <li>• Examen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place des organes représentatifs indépendants et multidisciplinaires, par exemple : des équipes spéciales pour traiter des problèmes spécifiques et essentiels ;</li> <li>• Politiques d'investissement ciblées</li> </ul>

8. Politique économique

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
--------------	--------------------------------	--

<b>Politique économique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Industrialisation, diversification et transformation structurelle de l'économie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la position de l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales</li> <li>Stimuler la fabrication régionale ciblée sur la base d'avantages comparatifs à l'échelle internationale</li> <li>Développer des capacités pour catalyser et améliorer l'appropriation de la 4e révolution industrielle.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégration (par exemple, la libre circulation des personnes au sein de la ZLECA, le passeport de l'UA, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'aligner sur l'initiative et les rapports de la ZLECA, y compris l'intégration des politiques et des infrastructures, l'harmonisation et l'incitation des régimes fiscaux, la promotion de la circulation des personnes, des idées, des biens et des services.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Croissance du PIB et développement social</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités de production locales et diversifier les économies nationales</li> <li>Créer plus d'opportunités pour stopper la fuite des cerveaux et réduire la migration et la mobilité, ainsi que le chômage</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Niveaux d'endettement, cotes de crédit, facilité de faire des affaires</li> </ul>	Bonnes pratiques de gestion financière, stimulant le financement et l'investissement
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Finance et investissement</li> </ul>	

### 9. Leadership politique

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
<b>Leadership politique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adaptatif</li> <li>Inclusif</li> <li>Responsable</li> <li>Éthique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer un indice de bien-être et de bonheur centré sur l'Afrique ;</li> <li>Élaborer un plan d'action quinquennal visant à inclure les jeunes dans les institutions et processus de gouvernance politique sur la base de quotas correspondants aux pourcentages de leur population aux niveaux national et régional</li> </ul>



		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promouvoir l'inclusion, en particulier, des jeunes, des femmes et des personnes handicapées, en matière de recrutement dans les organes de l'UA, ainsi que l'accès et la participation à la prise de décision politique aux niveaux national et régional</li> <li>• Renforcer la préparation de l'Afrique aux crises et aux catastrophes, notamment en rationalisant les mesures d'atténuation, de contrôle et de prévention des maladies dans la région</li> </ul>
--	--	--

10. État de droit

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
<b>État de droit</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constitutionnalisme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enraciner une forte culture des droits de l'homme et des sanctions contre l'impunité comme moyen de dissuasion des mauvaises pratiques de gouvernance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Justice et équité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Codifier les normes et standards, ainsi que les cadres juridiques pour faire face aux cas de soulèvements populaires ;</li> <li>• Formaliser les lois qui prescrivent l'inclusion et garantissent la participation des jeunes ;</li> <li>• Garantir l'accès direct des citoyens à la Cour africaine et aux juridictions internationales pour la protection des droits de l'homme</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect, conformité et application de la loi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accorder la priorité à la rationalisation des cadres juridiques entre l'UA, les entités régionales et les États membres ;</li> <li>• Recommander aux États membres d'adhérer, de respecter et d'appliquer les accords, instruments, traités et protocoles ratifiés</li> </ul>

11. Droits universels

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
<b>Droits universels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Protéger et promouvoir les droits universels en tant que</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ancrer une culture de droits universels qui respecte les droits inhérents à tous les êtres humains</li> </ul>

	droits innés de tout individu, quels que soient son âge, son sexe, sa race, son appartenance ethnique, son patrimoine et ses origines culturels, son statut, son handicap et ses croyances religieuses	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer le concept d'un contrat social inclusif reposant sur la confiance fondée sur la reconnaissance des droits universels</li> </ul>
--	--	--

### 12. Les femmes

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
<b>Les femmes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Leadership et prise de décision</li> <li>• Émancipation économique</li> <li>• Éducation</li> <li>• Violence sexiste</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des interventions de haut niveau pour mettre un terme aux pratiques habituelles qui constituent des obstacles à la réalisation de l'égalité entre les sexes dans les différents domaines essentiels répertoriés.</li> </ul>

### 13. Les jeunes.

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
<b>Les jeunes.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chômage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mener une révolution des compétences dans les États membres afin redynamiser l'employabilité des jeunes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Innovation et Entrepreneuriat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faciliter l'accès à la technologie comme catalyseur de l'esprit d'innovation et d'entrepreneuriat chez les jeunes.</li> <li>• Garantir l'accès et la disponibilité des financements pour l'entrepreneuriat des jeunes.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation aux forums d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration des indicateurs d'inclusion ;</li> <li>• Promouvoir la médiation des jeunes dans les conflits et les actions d'instauration de la paix ;</li> <li>• Soutenir la resocialisation et la réintégration des anciens jeunes combattants et faciliter l'inclusion de ces jeunes dans la promotion de la bonne gouvernance ;</li> <li>• Se mobiliser pour déconstruire les stéréotypes négatifs sur les capacités des jeunes</li> </ul>

## 1. INTRODUCTION

Le Rapport sur la Gouvernance en Afrique (RGA) 2021 présente quatre scénarios prospectifs de la *gouvernance en Afrique à l'horizon 2063*.

Les récits de scénarios portent sur les destins possibles de la gouvernance africaine, décrivant aussi bien les meilleures que les pires perspectives, y compris les opportunités, les risques, les angles morts et les surprises potentiels. Les scénarios servent de guide à la planification à long terme, l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies pour une action collective vers la réalisation d'un avenir voulu de la gouvernance africaine.

Les recommandations formulées, dans le cadre du processus consultatif et participatif d'élaboration des scénarios du RGA 2021, aident à identifier les principaux moteurs de l'avenir de la gouvernance africaine, les facteurs d'impact déterminants et les domaines d'action prioritaires dans le cadre des aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des objectifs de développement durable des Nations Unies. Les recommandations du RGA 2021 s'appuient sur celles du RGA 2019 précédent qui portaient sur la promotion des valeurs communes de l'UA.

Les organes de l'UA, les États membres, les groupes de populations et toutes les parties prenantes sont encouragés à examiner en profondeur les scénarios du RGA 2021, les implications stratégiques associées et les domaines d'intervention recommandés. En particulier, l'action souhaitée ici est la prise des mesures nécessaires pour combler les lacunes et les déficits de bonne gouvernance, renforcer la préparation à la gestion des risques de gouvernance existants et émergents, et améliorer les capacités à tirer parti des opportunités offertes. Le continent peut ainsi avancer vers la réalisation des aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA et des objectifs de développement durable des Nations Unies.

### 1.1 Contexte d'élaboration du RGA 2021

L'amélioration de la qualité de la gouvernance dans les États membres de l'Union africaine (UA) est une composante essentielle du mandat de la Conférence de l'Union qui reconnaît que les objectifs de développement du continent ne peuvent être atteints qu'avec la bonne gouvernance. En conséquence, en 2017, la Conférence de l'Union a affirmé et élargi le rôle du MAEP pour superviser le suivi et l'évaluation dans tous les domaines clés de la gouvernance du continent. Les responsabilités supplémentaires du MAEP comprennent le suivi de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA et des objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD ou Agenda 2030). En outre, en 2018, la Conférence de l'UA s'est félicitée d'une initiative visant à repositionner le MAEP en tant qu'outil d'alerte précoce dans le cadre d'un effort collectif de prévention des conflits. Ce mandat élargi oblige le MAEP à collaborer avec d'autres structures de l'UA, en particulier les structures techniques traitant de l'Agenda 2063 de l'UA et de

l'Agenda 2030 des Nations Unies, de l'Architecture africaine de la gouvernance (AGA) et de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA).

En novembre 2018, le 11e Sommet extraordinaire de la Conférence de l'UA a réaffirmé la nécessité de renforcer la capacité du MAEP à accroître son autonomie fonctionnelle et à s'acquitter de son mandat élargi. La Conférence a demandé au MAEP d'élaborer un rapport sur l'état de la gouvernance en Afrique en collaboration avec l'AGA et de le présenter à sa 32e session ordinaire en février 2019.

A sa Conférence de 2019, l'UA a accueilli favorablement le tout premier rapport sur la gouvernance en Afrique (RGA) et exhorté les États membres à examiner ses recommandations, en vue d'améliorer la bonne gouvernance et le partage des bonnes pratiques aux niveaux national et continental. La Conférence a également décidé de la présentation du RGA tous les deux (2) ans pour examen à ses sessions ordinaires<sup>1</sup>. Elle a en outre instamment invité les États membres à élaborer des rapports nationaux sur la gouvernance en tant qu'outil d'auto-évaluation pour promouvoir la bonne gouvernance, conformément aux recommandations du RGA.

Le RGA a pour objectif principal de fournir des évaluations et des rapports pertinents, précis et informatifs sur les domaines de gouvernance essentiels sélectionnés dans les 55 États membres de l'UA. Sur la base de recherches et d'analyses d'experts, le RGA vise à présenter des évaluations fondées sur des preuves, objectives et équilibrées de l'état de la gouvernance africaine, dans le but d'atteindre la stabilité et le développement politiques, sociaux et économiques à long terme sur le continent. Le rapport :

- Met en évidence les bonnes pratiques en matière de gouvernance pour le partage entre pairs ;
- Identifie les contraintes et les défis en matière de gouvernance ; et,
- Formule des recommandations pour l'adoption et l'amélioration de la gouvernance par les États membres de l'UA.

### 1.2 RGA 2019 : *Promouvoir les valeurs communes de l'Union africaine*

La toute première édition RGA publiée en 2019 présentait une première évaluation de l'état de la gouvernance en Afrique dans cinq domaines thématiques considérés comme des composantes essentielles de l'Agenda 2063 de l'UA<sup>2</sup>.

- **Un leadership transformateur** *promouvoir un changement progressif fondé sur les attributs de l'intégrité, l'inclusivité, la faculté de riposte et l'efficacité.*

---

<sup>1</sup> UA, 2019. Assembly/AU/Dec.720 (XXXII)

<sup>2</sup> The Africa Governance Report 2019, *Promoting African Union Shared Values*

- **Le constitutionnalisme et l'État de droit** : *le respect de la loi comme base essentielle d'une bonne gouvernance, y compris la promotion et la protection des droits de l'homme ; la participation du citoyen à la gouvernance ; l'accès à la justice ; la responsabilité du gouvernement envers le citoyen ; l'indépendance du pouvoir législatif et judiciaire.*
- **Lien entre paix, sécurité et gouvernance** : *prévenir et arbitrer les conflits et rétablir la stabilité, améliorer également la ratification, l'internalisation et l'harmonisation de tous les instruments pertinents.*
- **Lien entre développement et gouvernance** : *en particulier, aligner les visions, le développement et les plans d'action nationaux sur l'Agenda 2063 de l'UA et les objectifs de développement durable des Nations Unies par la promotion d'une prospérité inclusive pour tous les peuples et la protection de l'environnement naturel.*
- **Rôle des communautés économiques régionales dans la gouvernance africaine** : *coordonner et harmoniser les fonctions et les responsabilités des Communautés économiques régionales avec celles de l'Union africaine pour renforcer les efforts de développement et de transformation du continent et concrétiser le partage des valeurs communes.*

Le RGA 2019 a formulé trente (30) recommandations, détaillées par thème, présentées comme base de renforcement de la gouvernance et des réformes aux niveaux continental, régional et des États membres. Le RGA 2019 a été lancé avec succès lors de plusieurs événements régionaux. La diffusion et l'adoption de son contenu et de ses recommandations se poursuivent.

### 1.3 RGA 2021 : Scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique à l'horizon 2063

Deuxième édition du Rapport sur la gouvernance en Afrique, après le celle de 2019, le RGA 2021 présente une vision complémentaire sur la gouvernance africaine dans une perspective d'avenir.

Partant du thème initial du RGA 2019, à savoir la promotion des valeurs communes de l'Union africaine, le RGA 2021 s'appuie sur la construction des scénarios et la prospective stratégique pour penser un avenir probable, plausible, possible et audacieux de la gouvernance africaine en 2063. Les scénarios ont été naturellement créés grâce à un processus itératif consultatif et participatif impliquant des parties prenantes multiples et diverses. Ils décrivent les meilleures et les pires possibilités, ainsi que les aspects surprenants qui peuvent émerger sur le chemin de « l'Afrique que nous voulons » dans les dix (10) à quarante (40) prochaines années. Le RGA 2021 vise à donner une impulsion à l'adoption et à la mise en œuvre, par les États membres de l'UA, des recommandations du RGA 2019, ainsi qu'à soutenir le suivi des progrès et la réalisation des aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA et des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

Dans un monde sans cesse en mutation, de plus en plus complexe et interdépendant, l'objectif des scénarios prospectifs de la gouvernance africaine est de servir de guide de prise décision et d'élaboration de politiques et d'outil de référence qui :

- Cartographie et identifie de manière générale les tendances, moteurs et facteurs clés ayant un impact sur la gouvernance africaine ;
- Signale les nouveaux domaines de gouvernance à haut risque à suivre afin de prévenir et d'atténuer les effets des résultats négatifs ;
- Mettre en évidence les opportunités d'amélioration de la gouvernance ; et
- indiquer la meilleure manière d'orienter et de hiérarchiser les stratégies et les actions de gouvernance pour la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies et des aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA.

#### **1.4 Processus consultatif et participatif d'élaboration de scénarios**

Les scénarios du RGA 2021 ont été élaborés selon un vaste processus de prospective stratégique consultatif et participatif fondé sur des preuves. Cette approche prospective a consisté à examiner les données actuelles provenant de sources pertinentes et à générer des informations sur la gouvernance africaine, y compris des contributions précieuses des groupements divers et représentatifs de parties prenantes.

L'approche consultative et participative de l'élaboration du RGA 2021 reposait sur les éléments et contributions clés suivants :

- (i) Un groupe de consultation AGA avec un rôle de surveillance et de consultation stratégique ;
- (ii) Un Comité exécutif du Secrétariat du MAEP pour diriger et gérer l'exercice d'élaboration de scénarios ;
- (iii) Une équipe de recherche de base composée de prospectivistes et d'experts en prospective stratégique ;
- (iv) Un large éventail de participants à la recherche ;
- (v) Un groupe de consultation continental composé de divers intervenants clés du RGA 2021.

Chaque élément a permis de veiller à la pertinence et à l'applicabilité des politiques élaborées, la rigueur académique du processus de recherche prospective et la participation inclusive de multiples parties prenantes, ainsi qu'à la prise en compte des points de vue divers dans l'élaboration des scénarios.

#### **Groupe de consultation AAG**

Un groupe de référence consultatif technique et politique a été créé lors d'une réunion de la plateforme AGA tenue les 18 et 19 janvier 2020 à Gaborone (Botswana) pour orienter l'élaboration du RGA 2021. Le groupe de consultation AGA a facilité la sensibilisation et la collaboration des organes exécutifs de l'UA dans l'élaboration du RGA 2021. Il a aussi été régulièrement informé du processus de recherche et d'élaboration de scénarios en cours pour examen et observations.

### Équipe de recherche, partenaires et répondants au sondage

Le RGA 2021 est le fruit d'une collaboration entre une équipe d'experts en gouvernance (du MAEP) et en prospective (du IFR). Cette équipe a : i) associé des représentants institutionnels de l'UA dans des consultations stratégiques ; ii) convoqué un large éventail de parties prenantes dans des forums de consultation de groupes de discussion ; et iii) organisé une enquête publique en ligne dans des pays sélectionnés à travers le continent pour recueillir les perceptions qu'avaient les Africains du présent et de l'avenir probable de la gouvernance en Afrique.

Le choix des répondants s'est fait selon les critères ci-après :

- Représentation de chaque région de l'UA — Afrique de l'Est, Afrique centrale, Afrique du Nord, Afrique australe et Afrique de l'Ouest.
- Représentation des pays à revenu intermédiaire et à faible revenu ;
- Inclusion de pays issus des principaux groupes linguistiques du continent (anglophone, arabe, francophone et lusophone) ;
- Les répondants à l'enquête dans le pays, sélectionnés avec l'assistance des CNG du MAEP, reflétaient les diverses caractéristiques démographiques, notamment le sexe, les jeunes, les personnes handicapées, la résidence (zones rurale, périurbaine et urbaine). Les participants à la recherche stratégique ont également été choisis sur la base de leur expertise et de leur connaissance des questions de gouvernance, de développement et de transformation en Afrique. (Voir l'annexe G pour plus de détails sur les pays et les participants du RGA 2021 sélectionnés pour l'enquête en ligne et les ateliers de création de scénarios pour les groupes de discussion)

*Tableau des pays du groupe de discussion sélectionnés pour participer aux ateliers de création de scénarios du RGA 2021*

<b>GROUPES DE PAYS PARTICIPANTS À LA RECHERCHE STRATÉGIQUE POUR LE RGA 2021</b>	
<b>Ateliers de création de scénarios pour les groupes de discussion</b>	<b>Enquête électronique sur les perceptions de la gouvernance en Afrique</b>
Kenya ; Sénégal ; Côte d'Ivoire ; Maurice ; Ouganda ; Ghana ; Tanzanie ; Zambie ; Mozambique ; Namibie ; Niger	

Gabon ; Soudan	Afrique du Sud
----------------	----------------

### **Groupe de consultation continental**

L'élaboration des scénarios prospectifs du RGA 2021 sur la gouvernance africaine à l'horizon 2063 a nécessité des contributions de disciplines, sphères et domaines professionnels divers. À la suite d'un forum consultatif multipartite en ligne, convoqué le 11 mai 2020, un groupe de consultation continental a été créé et invité à contribuer à la production du RGA 2021.

Les membres du Groupe de consultation ont été sélectionnés sur la base d'une expertise représentative et technique. Il s'agit des spécialistes de l'UA, des experts en prospective, des statisticiens, de l'association continentale des pôles technologiques et des entrepreneurs, des spécialistes des droits des femmes, des experts en gouvernance, des représentants des médias, des jeunes, des représentants, des spécialistes des droits de l'homme et du droit, ainsi que des leaders d'opinion reconnus. Une adhésion aussi large était nécessaire pour rendre le RGA pertinent aux yeux des parties prenantes.

Le MAEP a convoqué le CRG à une série d'ateliers multipartites organisés à des étapes clés du processus d'élaboration du RGA 2021 et de sa feuille de route. Les membres du CRG ont été chargés d'éclairer l'approche participative d'élaboration de scénarios, de défendre le RGA 2021 et de promouvoir l'adhésion des principales parties prenantes au Rapport.



## 1.5 Étapes de création des scénarios

La création des scénarios nécessite l'organisation de multiples cycles pour recadrer et repenser les conversations et y inclure de multiples perspectives, points de vue, expériences et expertise divers à différents niveaux. Ce processus de cadrage large et itératif garantit que les informations générées soient complètes, inclusives et pertinentes. L'objectif étant de participer à la réflexion à long terme et à la planification de l'avenir d'une manière diligente et holistique.

### Étapes de création des scénarios

L'élaboration de la feuille de route et la création des scénarios du RGA 2021 ont suivi les étapes suivantes :

- A. *La confirmation des thèmes centraux* des scénarios et la définition des tendances motrices, les facteurs critiques, les incertitudes et les points d'intervention (voir Fig. 1 Diagramme du cadre analytique) ;
- B. *La collecte rigoureuse de données* sur les problèmes de gouvernance identifiés à partir de diverses sources ;
- C. *L'analyse critique et l'interprétation* des informations par les méthodes de prospective stratégique ;
- D. *Le dialogue consultatif* entre les multiples parties prenantes avec des contributions diverses ;
- E. *La formulation créative* des scénarios de la gouvernance africaine de 2063.

Selon cette approche, les scénarios prospectifs de la gouvernance africaine à l'horizon 2063 comprennent des informations générées à différents niveaux d'activité de recherche, à savoir : i) la recherche documentaire et de l'analyse des tendances afin d'obtenir une base de données probantes pour les scénarios ; ii) des contributions partagées par les répondants stratégiques via une enquête en ligne ; iii) diverses consultations avec diverses parties prenantes dans le cadre d'ateliers de création de scénarios. (Voir le Rapport supplémentaire au RGA 2021 pour les résultats de recherche détaillés des groupes de discussion sur la construction de scénarios prospectifs de la gouvernance africaine, l'enquête en ligne et l'analyse documentaire)

Lors de l'élaboration du RGA 2021, les principales activités de recherche suivantes ont été menées :

**1. L'atelier technique du Secrétariat du MAEP, organisé en janvier 2020 avec les principaux membres de l'équipe de recherche du RGA 2021 à Cape Town (Afrique du Sud)**

*Résultats : Gouvernance synthétisée et cadre analytique de prospective stratégique, approche méthodologique et feuille de route, pour orienter le processus de développement du RGA 2021 et la construction des scénarios. L'équipe conjointe d'experts en gouvernance du MAEP et d'experts en prospective stratégique de l'IFR a choisi les points de données clés, documents de référence, domaines essentiels et stratégiques à inclure et à traiter dans la recherche sur l'avenir de la gouvernance africaine. (Voir le diagramme du cadre analytique à l'annexe F)*

**2. Forum multilatéral et atelier sur la création de scénarios (en ligne), mai 2020**

*Résultats : Lancement du processus d'élaboration de scénarios du RGA 2021 et convocation du Groupe continental de référence multipartite (CRG) pour le projet. Il a été demandé au CRG, en tant que groupe d'informateurs diversifié, d'apporter des contributions essentielles à la recherche sur l'avenir de la gouvernance africaine, en mettant l'accent sur les domaines de préoccupation et d'intérêt particulier pour garantir l'approche participative et l'adhésion au RGA 2021. En outre, le CRG a été créé dans le but de promouvoir et de vulgariser les scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique à l'horizon 2063, à travers son appui à une large diffusion du Rapport et à la promotion des domaines d'intérêt stratégiques et des mesures prioritaires concernant les principaux moteurs de gouvernance et les facteurs d'impact déterminants. (Voir l'annexe B pour la liste des membres du Groupe de consultation continental et les domaines d'expertise représentés)*

**3. Un atelier de construction de scénarios en ligne avec la Plateforme d'architecture de gouvernance en Afrique (AGA), mai 2020.**

*Résultats : Création des scénarios prospectifs de référence évolués pour la gouvernance africaine en 2063 — Utopie, dystopie et surprise. Les consultations ont permis d'avoir une indication nette des facteurs clés, des événements marquants possibles et des mesures d'action potentielles à inclure et à explorer dans le processus d'élaboration des scénarios comprenant de multiples parties prenantes.*

**4. Sondage en ligne sur les principaux enjeux et opportunités de la gouvernance, juillet à octobre 2020**

*Résultats : Contributions des participants stratégiques reçues de divers répondants partageant leurs perceptions de l'état actuel et des tendances émergentes de la gouvernance africaine aux niveaux régional et national. (Voir l'annexe G et le rapport complémentaire du RGA 2021 qui contient des détails supplémentaires sur la recherche)*

## 5. Ateliers virtuels de création de scénarios pour les groupes de discussion, septembre 2020

*Résultats : De multiples partenaires ont été sélectionnés selon des critères stratégiques parmi les pays échantillons retenus pour participer aux ateliers de création de scénarios du groupe de discussion du RGA 2021. Lors des travaux en groupe, les participants étaient invités à imaginer l'avenir de la gouvernance africaine à l'horizon 2063 à travers différents types de scénarios - meilleur scénario, scénario du pire, scénario surprise et scénario de référence. Grâce à leur engagement franc et aux informations qu'ils ont partagées, les divers répondants stratégiques ont défini les principales caractéristiques des scénarios prospectifs de la gouvernance africaine pour chaque type de scénario du RGA 2021, y compris i) les principaux titres et histoires pouvant faire la Une des journaux ; ii) la définition des principales caractéristiques de la gouvernance en Afrique à différents niveaux systémiques, du citoyen et des institutions aux niveaux local, régional, continental et mondial.*

## 6. Ateliers virtuels de discussion sur les stratégies à adopter, novembre à décembre 2020

*Résultats : Deux ateliers de discussion sur les politiques à adopter ont été organisés, le premier avec les membres de l'AAG et le second avec les membres du CRG/RGA 2021. L'objectif était de présenter les principales implications politiques et les recommandations issues des scénarios du RGA 2021. Les membres de l'AAG et du CRG ont partagé leurs contributions sur les domaines politiques à hiérarchiser respectivement du point de vue de l'UA et des multiples parties prenantes.*

## 7. Atelier de validation — décembre 2020

*Résultats : Le projet final des scénarios du RGA 2021 a été présenté pour validation à un rassemblement de jeunes, d'experts en gouvernance, d'universitaires, des représentants des Communautés économiques régionales, de l'AAG et du MAEP. Les récits de scénarios ont été discutés et affinés, et les projets de recommandations ont été améliorés en référence au RGA 2019 et aux domaines stratégiques essentiels identifiés par les groupes d'experts et de parties prenantes convoqués. Les scénarios du RGA 2021, les principaux moteurs, les facteurs d'impact déterminants et l'appel à l'action sous forme de recommandations ont été validés et adoptés.*

### 1.6 Leçons tirées du processus de création des scénarios du RGA 2021

La recherche documentaire, le sondage électronique et les discussions de groupes de discussion avec divers intervenants ont permis de cerner de nombreuses tendances, nombreux événements, défis et enjeux actuels et émergents en matière de gouvernance. Grâce au processus itératif, les multiples parties prenantes ont exprimé comme principale préoccupation la nécessité de renouer constamment le dialogue sur des questions exploratoires similaires, de domaines prioritaires partagés et consensuels. Le contenu des scénarios de la gouvernance africaine à l'horizon 2063 s'est inspiré des consultations et des discussions des groupes de travail

de chaque atelier. (Voir le rapport supplémentaire au RGA 2021 pour plus de détails sur le processus de recherche prospective)

Les scénarios décrivent des lendemains possibles de la gouvernance en Afrique afin d'orienter les décisions et les actions d'aujourd'hui. À l'aide des sources de données actuelles et diverses et sur la base des différentes hypothèses, divers points de vue, intérêts et interprétations, les scénarios obtenus partagent des informations sur la façon dont les contextes actuels et la définition des tendances peuvent évoluer ou changer, et de nouveaux facteurs se développer dans un avenir proche ou lointain. Les scénarios du RGA 2021 visent à aider les responsables politiques, les décideurs et les divers acteurs à envisager un large éventail de possibilités et d'options de planification pour l'avenir. L'objectif est d'ajouter de la valeur aux processus de vision stratégique, à la planification et à la prise de décisions à long terme et à la priorisation des mesures de mise en œuvre des politiques.

*Leçons tirées du processus de création des scénarios du RGA 2021.* La réflexion sur les lendemains possibles de la gouvernance en Afrique a donné lieu aux principales observations ci-après :



Il est impératif de **placer le citoyen africain au centre** de la gouvernance. Il s'agit donc de la principale préoccupation appliquée et intégrée dans chaque récit de scénario, y compris les recommandations formulées.



La nécessité pour les organes de l'UA, les États membres et les diverses parties prenantes d'adhérer au changement, **avec flexibilité** pour adapter les politiques, les processus, les systèmes et les structures. Ce point a été souligné lors de l'élaboration des scénarios, ce qui a abouti au contenu provocateur des récits développés.

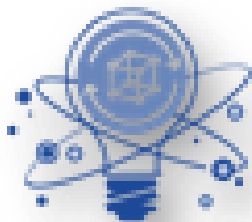


En général, il se dégage un **ton d'optimisme** dans la dernière série de scénarios prospectifs de la gouvernance africaine, et une perspective positive du potentiel du continent, et des mandats de bonne gouvernance sont appliqués en tant que de besoin.



Les tendances centrales et les problèmes de gouvernance communs qui caractérisent les différents scénarios portent sur les jeunes ; la diversité et l'inclusion culturelles et sexospécifiques ; les changements climatiques et l'environnement naturel ; la 4e révolution

## FONCTIONS DE L'ÉLABORATION DE SCÉNARIOS



### 1. Fonction de connaissance

La création de scénarios favorise :

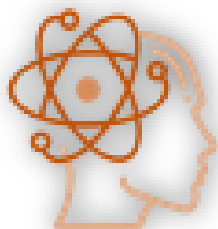
- la collecte et le partage des connaissances, la mise en évidence des hypothèses, l'approfondissement de l'analyse et de l'interprétation des contextes actuels ;
- La prévision des répercussions futures des décisions et actions politiques actuelles ; et
- l'identification des limites de la connaissance et l'engagement d'une nouvelle réflexion.



### 2. Fonction de communication

La création des scénarios aide à :

- Stimuler le discours et enrichir le débat entre divers groupes de parties prenantes sur des questions collectives ; et,
- Communiquer une vision commune des avenir possibles et susciter l'engagement et la dynamique nécessaire pour atteindre les objectifs fixés.



### 3. Fonction de détermination d'objectifs

La création de scénarios facilite :

- La réflexion sur les évolutions futures souhaitables et indésirables ; et,
- la clarification des objectifs.



### 4. Fonction de formulation des stratégies

Les scénarios facilitent :

- La cartographie et le suivi des étapes vers la réalisation des objectifs ; et,
- La spécification des jalons et des repères pour évaluer la robustesse des politiques et la pertinence des actions.

### 1.7 Résumé des scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique à l'horizon 2063

Voici le résumé des « scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique à l'horizon 2063 » qui présentent un ensemble de récits sur l'avenir de la gouvernance africaine dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'UA et des Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Créés naturellement par l'approche consultative et participative décrite plus haut, et sur la base des données d'analyse des tendances actuelles, les scénarios présentent les meilleures et les pires perspectives pour la réalisation des objectifs de développement et du programme de transformation de l'Afrique. Leurs récits présentent également les perspectives de bonne gouvernance, les risques de gouvernance potentiels, les angles morts et les perturbations inattendues.

Chaque scénario commence par la Journée de l'Afrique en 2063 et décrit les principales caractéristiques de la gouvernance sur le continent à la suite d'une trajectoire de gouvernance particulière. Outre le scénario dystopique, la réalisation de l'Agenda 2063 est une hypothèse pour les scénarios de référence, utopique et surprise — les aspirations de l'Afrique étant réalisées, malgré les défis, dans les délais et peut-être même avant l'échéance. De plus, des éléments de chaque type de scénario sont entrelacés dans tous les récits pour ajouter de la cohérence et souligner la plausibilité des avenir envisagés de la gouvernance africaine. En tant que tels, le scénario de référence, le meilleur scénario, le scénario du pire et le scénario surprise partagent certains éléments, aux côtés des caractéristiques qui leur sont propres.

Tableau récapitulatif des scénarios du RGA 2021

SCÉNARIO	TYPE	RÉCIT	CARACTÉRISTIQUES DISTINCTIVES DE LA GOUVERNANCE AFRICAINE
Scénario de référence	Situation de référence	<i>L'Afrique unie</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agenda 2063 généralement réalisé</li> <li>- Continent politiquement et économiquement intégré</li> <li>- Problèmes persistants d'iniquité, en particulier de discrimination fondée sur le sexe et de fracture numérique</li> </ul>
Scénario utopique	Meilleure situation	<i>L'Afrique prospère</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gouvernance électronique</li> <li>- Participation intégrale des citoyens</li> <li>- Conseil de dirigeants</li> <li>- Un parlement panafricain</li> </ul>
Scénario dystopique	Pire cas	<i>L'Afrique défaite</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Effondrement de la gouvernance et des systèmes politiques, économiques et sociaux</li> <li>- Gouvernance africaine aux mains des acteurs non africains</li> <li>- Résilience et organisation au niveau communautaire</li> </ul>

<b>Scénario surprise</b>	<b>Carte joker</b>	<b><i>L'Afrique décolle</i></b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Contrat social fort basé sur la confiance et les droits universels</li><li>- Autonomie de l'Afrique</li><li>- Gouvernance de nouvelles zones inexplorées</li></ul>
--------------------------	--------------------	---------------------------------	--

**Scénario de référence — « L’Afrique Unie »***Le scénario du « statu quo » pour l’avenir de la gouvernance africaine*

Le scénario de référence décrit les futurs de la gouvernance africaine sur la base de la continuation ininterrompue et inchangée de la dynamique, des modèles et tendances actuels. Dans ce scénario, l’avenir de la gouvernance africaine repose sur les priorités et les actions actuelles en matière de politique et de prise de décision. On y suppose que les éléments et caractéristiques clés de la gouvernance africaine resteront les mêmes et continueront de progresser au rythme et sur la trajectoire actuels. Le scénario repose sur l’étude de référence RGA 2019 sur la gouvernance africaine, qui évalue les performances actuelles de la gouvernance au niveau continental, examine le rôle des communautés économiques régionales, mesure le constitutionnalisme et l’état de droit dans les États membres de l’UA, met en évidence la tendance des conflits et de l’instabilité en Afrique, et analyse le lien entre le développement et la gouvernance. Lors de l’élaboration du scénario de référence, un débat important s’est ouvert entre les partisans d’une perspective négative et ceux d’une perspective positive des trajectoires actuelles de la gouvernance africaine. Les menaces qui pèsent actuellement sur la démocratie et, en particulier, sur la tenue d’élections libres et équitables, ont été soulignées comme des facteurs d’impact critiques susceptibles d’orienter le continent davantage vers les résultats les plus défavorables. Néanmoins, conformément aux aspirations positives de l’Agenda 2063, en supposant que les États membres continuent de s’engager à réaliser l’Afrique que nous voulons, le scénario de référence présente le récit de la réalisation de l’Agenda 2063, malgré des défis persistants.

-----

**Récapitulatif.** *En 2063, le continent a réalisé les aspirations de l’Agenda 2063, mais des aspects clés doivent encore être traités, comme l’égalité entre les sexes, les risques de catastrophe environnementale et un meilleur accès aux capacités numériques pour les populations africaines. Les principales caractéristiques du scénario de référence présentent un continent politiquement et économiquement intégré comprenant des communautés de la diaspora et une population bien connectée et bien gouvernée. On suppose que le continent rebondira progressivement après la Covid — 19 (des années 2020) et, malgré des défis tels que les changements climatiques et les inégalités socio-économiques persistantes, réalisera la vision de l’Agenda 2063 comme prévu. La réalisation du scénario d’une Afrique*



Utopie — « L'Afrique prospère »

*Le meilleur scénario pour l'avenir de la gouvernance africaine*

Le scénario utopique trace la voie à suivre pour assurer l'avenir rêvé de la gouvernance africaine. Il prescrit un ensemble d'actions pertinentes à prendre pour réaliser de manière efficace et efficiente les objectifs stratégiques, en affrontant avec détermination les blocages et les obstacles et en tirant parti des avantages comparatifs du continent. Dans ce scénario, les actions politiques et décisionnelles nécessaires sont fondées sur des preuves, inclusives et alignées sur les contextes actuels, maximisant les opportunités et évitant les risques. Dans le meilleur des cas, le scénario décrit les futurs éventuels en fonction des tendances actuelles et de la meilleure situation possible. De plus, le scénario Utopique sort du moule du scénario de référence pour faire un saut imaginaire dans la conceptualisation de ce qui est plausible si des décisions audacieuses sont prises pour conduire à une transformation significative. Dans le scénario, les aspirations de l'Agenda 2063 ont été réalisées dans les délais impartis malgré les nombreux défis rencontrés. Le continent est prospère, pacifique et une région influente au niveau international et dont les bonnes pratiques de gouvernance constituent une référence dans le monde entier. Les sociétés africaines sont prospères, productives, instruites et qualifiées. La région est façonnée et fonctionne selon de solides institutions de bonne gouvernance dans les domaines du développement politique, économique, corporatif et social. Les risques liés aux conflits, aux catastrophes naturelles et aux épidémies sanitaires sont prévus et bien gérés. L'inclusion, la paix et la prospérité sont réelles sur l'ensemble le continent.

-----

***Récapitulatif.*** *La réalisation des aspirations de l'Agenda 2063 et une gouvernance électronique axée sur les citoyens sont les principales caractéristiques du scénario utopique du RGA 2021. Grâce aux approches de gouvernance axées sur les citoyens, les populations africaines sont éduquées, en bonne santé et les Africains de redoutables concurrents sur la scène mondiale. La hiérarchisation et la mise en œuvre efficaces des politiques et stratégies pertinentes ont permis au continent de bâtir des économies durables et des sociétés prospères et sans criminalité. La science, la technologie et l'innovation, en particulier dans le domaine de la santé, conduisent à la longévité et au « transhumanisme » où les Africains améliorent leurs capacités grâce aux technologies avancées. Les hypothèses clés de ce scénario reposent d'une manière générale sur le maintien de la gouvernance, des systèmes et structures économiques et sociaux actuels, avec des modifications au niveau des processus dus aux capacités numériques et aux exigences d'intégration et d'unification régionales. L'hypothèse principale retenue reste l'adoption et la popularité de la santé améliorée par le numérique, y compris l'intégration entre l'intelligence artificielle et le corps*

## Dystopie « L’Afrique défaite »

### *Le pire scénario pour l’avenir de la gouvernance africaine*

Le scénario dystopique décrit un avenir où la vision et les objectifs de l’Agenda 2063 de l’Afrique n’ont pas été atteints et les pires éventualités se sont produites. Dans les étapes menant au scénario, les décisions stratégiques de gouvernance ne sont pas alignées sur les objectifs, et les occasions et les risques pour la bonne gouvernance sont ignorés. La politique et la mise en œuvre nécessaires font défaut ou sont inefficaces, inefficaces et mal orientées. Les pires résultats décrits dans le scénario dystopique visent à mettre en évidence les conséquences de l’inaction ou des actions inappropriées. Le scénario de l’« Afrique défaite » met en évidence les lacunes, les obstacles et les vulnérabilités qui peuvent entraver la réalisation de l’avenir préféré. Il présente un continent en décomposition et en déclin à cause d’un mauvais leadership et d’une gouvernance médiocre. Les sociétés vulnérables luttent pour assurer des moyens de subsistance quotidiens aux populations, la région est exploitée à l’échelle internationale, mise à rude épreuve par des zones de conflit non confinées et accablée par des dangers liés au climat avec des impacts généralisés non atténués.

-----

***Récapitulatif Le scénario dystopique de l’Afrique de 2063 est marqué par la dissolution de l’Union africaine et l’effondrement des systèmes économiques, sanitaires, éducatifs et sociaux sur le continent. La région se caractérise par des conflits généralisés, la pauvreté et la faim résultant d’un mauvais leadership, d’une mauvaise gouvernance et de la corruption. À cause de l’incapacité de l’Afrique à s’autogouverner, le pouvoir de décision, la gestion des politiques et la gouvernance efficace du continent sont repris par des acteurs non africains et les institutions internationales. Selon les hypothèses du scénario dystopique, les conflits en Afrique sont incontrôlés et que les freins et contrepoids institutionnels nécessaires pour***

### Scénario surprise « L’Afrique décolle »

#### *Le scénario surprise ou inattendu*

Le scénario surprise décrit des événements surprise très peu probables qui rompent avec les normes et les attentes, avec des impacts majeurs et généralisés. L’objectif du scénario surprise est d’éviter une vision prospective étreiquée basée sur les expériences et les connaissances actuelles. Le scénario surprise décrit les surprises possibles et les situations probables, dans le but d’encourager une préparation proactive, plutôt qu’une réponse réactive à des événements inattendus. Le scénario préconise une approche agile, adaptable et flexible de la planification et de la mise en œuvre des politiques. Pour l’Afrique, le scénario surprise de 2063 va au-delà de la réalisation d’une Afrique politiquement et économiquement intégrée, décentralisée et sans frontières décrite dans les scénarios de référence et d’utopie. L’émergence surprise est le voyage spatial et la mobilité interplanétaire pour les Africains. Dans le scénario, les structures de gouvernance, les politiques et les institutions sont saines et fonctionnelles, propulsant le continent vers de nouvelles frontières de la civilisation.

-----

***Récapitulatif. Le voyage spatial vers Mars est la principale caractéristique du scénario surprise. Ayant réalisé à l’avance les objectifs de développement durable des Nations Unies et les aspirations de l’Agenda 2063, le continent étend sa vision à 2100. Le scénario suppose une période d’autonomie qui permet à l’Afrique de consolider ses capacités et de développer ses talents. En outre, la science, la technologie et l’innovation enregistrent des progrès rapides. La principale étape vers cet avenir reste le renforcement de la confiance entre les dirigeants africains et leurs citoyens, et une appropriation partagée de l’avenir de la gouvernance de l’Afrique.***

#### 1.8 Importance des scénarios et appel à l’action

L’objectif des scénarios du RGA 2021 est de doter les décideurs, divers acteurs et agents de la gouvernance africaine d’une vision utile leur permettant de mieux prévoir les opportunités, éviter les risques et les obstacles à la bonne gouvernance, harmoniser et promouvoir stratégiquement les progrès et événements positifs pour le bien collectif de l’UA, des États membres et de leurs parties prenantes.

Chaque scénario décrit un futur possible de la gouvernance africaine, ainsi que les étapes et les événements qui peuvent conduire à des résultats meilleurs, pires ou surprenants. . Sans être exhaustifs ou définitifs, les récits des scénarios offrent un aperçu des avenir plausibles de la

gouvernance africaine et mettent en évidence les domaines dans lesquels des décisions et des actions stratégiques essentielles peuvent s'avérer nécessaires.

En tant qu'outil de vision à long terme et de planification stratégique à l'appui du mandat élargi du MAEP et des travaux de l'AAG, les scénarios du RGA 2021 aident à accroître et à harmoniser les priorités régionales et nationales, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, ainsi que le suivi des progrès vers la bonne gouvernance pour la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies et des aspirations de l'Agenda 2063.

Au niveau des États membres, les scénarios prospectifs du RGA 2021 poursuivent les objectifs suivants :

- i) Impulser et soutenir l'adoption des recommandations du RGA 2019 ;
- ii) Promouvoir la formulation et la mise en œuvre des plans décennaux de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA, en harmonisant les priorités régionales et nationales ;
- iii) Fournir un modèle à l'élaboration de rapports nationaux sur l'avenir de la gouvernance et de scénarios au niveau des pays alignés sur l'Agenda 2063 et liés aux stratégies et plans d'action nationaux de développement.
- iv) Servir d'outil d'inspiration pour l'engagement multipartite, la prise de décision et les actions de mobilisation pour réaliser un avenir optimal de bonne gouvernance pour l'Afrique.

### **1.9 Récapitulatif des recommandations issues de chaque scénario prospectif de la gouvernance en Afrique**

#### **Scénario de référence — *L'Afrique unie***

- Intégration politique et économique des États et régions africains, y compris la diaspora, et célébration du patrimoine, de la culture et des arts africains.
- Adoption et mise en œuvre permanentes des instruments, protocoles et traités ratifiés pour la promotion de la bonne gouvernance, en particulier la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.
- Promotion et protection des droits de l'homme, inclusion des femmes et des jeunes et intensification des efforts de résolution des conflits et de consolidation de la paix.
- Intégration de la prospective stratégique pour la préparation et la gouvernance prévisionnelle.
- Renforcement du suivi et de l'évaluation des indicateurs de gouvernance pour améliorer les performances et les résultats stratégiques.

#### **Scénario utopique — *L'Afrique prospère***

- Investissement dans le développement social des pays africains, en particulier de bons résultats en matière de santé et d'éducation,

- Développement des capacités pour la 4e révolution industrielle et la numérisation, y compris la législation et les politiques, le renforcement des compétences pertinentes et le soutien à l'innovation.
- Une gouvernance électronique permettant l'engagement des citoyens et la participation aux systèmes de gouvernance.
- La réinvention de la gouvernance africaine, par ex. un Conseil de dirigeants sélectionnés via des processus démocratiques à l'échelle du continent, un parlement panafricain unique fonctionnel et représentatif et un accès direct des citoyens aux forums de prise de décision via des plateformes numériques.

### **Scénario dystopique -- *L'Afrique défaite***

- Application ferme des principes de bonne gouvernance et des contrepouvoirs en matière de paix et de sécurité nécessaires pour atténuer les problèmes de gouvernance, de démocratie, de paix et de sécurité et éviter le scénario du pire.
- Priorisation des besoins des citoyens et soutien au bien-être de la communauté grâce à l'application des principes de gouvernance et à la prestation de services.
- Promotion de la diversité, l'inclusion et la participation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées à tous les niveaux de gouvernance dans la politique, les affaires et la société.
- Protection de la souveraineté des États africains et de l'autorité de l'UA sans ingérence internationale excessive ou focalisation déséquilibrée sur les intérêts non africains et les agendas extérieurs.

### **Scénario surprise – *L'Afrique décolle***

- Un accent sur l'autonomie avec les investissements et l'urgence nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies et les aspirations de l'Agenda 2063.
- Contrat social renouvelé établissant des niveaux élevés de confiance entre les dirigeants et les citoyens africains, et représentant et respectant la volonté des Africains de réaliser les visions de l'Afrique que nous voulons — en 2100.
- Les progrès de la science, de la technologie et de l'innovation, en tant que moteur de développement, de croissance et de transformation à l'ère de la 4e révolution industrielle.

## 2. RGA 2021 : Scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique en 2063

L'objectif du RGA 2021 est de présenter un ensemble de scénarios illustrant un éventail de situations plausibles de la gouvernance africaine en 2063. Il s'agit de mettre en évidence une gamme de méthodes de prise de décision pouvant contribuer à la réalisation des aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA et des objectifs de l'Agenda 2030 des Nations Unies, ainsi que d'aider à spécifier les politiques et les actions destinées à la mise en œuvre stratégique des recommandations du RGA 2019.

L'élaboration de scénarios aide les décideurs à envisager un large éventail de possibilités et d'options de planification pour l'avenir. Sur la base des sources de données diverses, la création de scénarios présente différentes hypothèses, différents points de vue, intérêts et interprétations, pour comprendre l'évolution des contextes actuels et des tendances observées, ainsi que l'émergence de nouveaux facteurs dans un avenir proche ou lointain. En s'appuyant sur les données et idées du présent, les scénarios décrivent des lendemains possibles afin d'orienter nos décisions et nos actions d'aujourd'hui.

Ces « scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique en 2063 » présentent un ensemble de récits sur l'avenir de la gouvernance africaine, dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'UA et des Objectifs de développement durable des Nations Unies. Les scénarios décrivent les meilleures et les pires perspectives pour la réalisation des objectifs de développement de l'Afrique, y compris les perspectives de bonne gouvernance, les risques potentiels de gouvernance et les angles morts, ainsi que d'éventuelles perturbations surprises. L'élaboration des scénarios sera orientée par un processus de prospective stratégique participatif, consultatif et élargi fondé sur des données probantes. Elle reposait sur les données et les perspectives actuelles de la gouvernance africaine, recueillies auprès de sources pertinentes et d'un groupe diversifié de représentants et d'intervenants.

Les scénarios ont pour objectif d'orienter la prise de décisions et l'élaboration de politiques et de servir d'outil de référence pour :

- Cartographie et identifie de manière générale les tendances, moteurs et facteurs clés ayant un impact sur la gouvernance africaine ;
- Signale les nouveaux domaines de gouvernance à haut risque à suivre afin de prévenir et d'atténuer les effets des résultats négatifs ;
- Mettre en évidence les opportunités d'amélioration de la gouvernance ; et
- Indiquer la meilleure manière d'orienter et de hiérarchiser les stratégies et les actions de gouvernance pour la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies et des aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA.

Au niveau des États membres, les scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique en 2063 visent à soutenir l'adoption des recommandations du RGA 2019, promouvoir le respect des plans

de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA, et servir de modèle à l'élaboration des scénarios prospectifs de gouvernance nationale, relativement aux stratégies et plans d'action nationaux. En tant qu'outil de planification stratégique, à l'appui du mandat élargi du MAEP, les scénarios peuvent accélérer la mise en œuvre des politiques régionales et nationales et le suivi des progrès réalisés sur la voie de la bonne gouvernance pour la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies et des aspirations de l'Agenda 2063.

## 2.1 Scénario de référence — « L'Afrique Unie »

Célébration des 100 ans de l'unité africaine — La revue de presse.

C'était la Journée de l'Afrique 2063 et un jour férié pour tous les Africains. Des célébrations ont été programmées dans toutes les langues officielles de l'Afrique et toutes les régions : le nord, le sud, l'est, l'ouest et le centre. Plus loin, les îles des Caraïbes et les communautés de la 6e Région de l'UA représentant la diaspora africaine partout dans le monde ont regardé en direct l'événement cybernétique qui comportait des discours formels, des spectacles de musique et la projection des vidéogrammes des moments historiques qui ont jusque-là façonné l'Afrique. La célébration a revêtu un cachet particulier en Afrique du Sud, car dans le cadre de cette commémoration, un hologramme spécial de tata Madiba allait être diffusé directement dans les salons et projeté sur des appareils mobiles pour prononcer son célèbre discours sur la liberté.

On s'attendait à ce que la nouvelle vision de l'avenir de l'Afrique pour les 100 prochaines années soit annoncée. En effet, au cours des trois dernières années, des exercices intensifs de visualisation et d'élaboration de scénarios, de multiples consultations avec divers groupes et des recherches détaillées, y compris la modélisation quantitative ont été lancés. Il s'agit d'un processus régulier mis en place il y a 40 ans, en 2021, lorsque l'Union africaine lança l'élaboration de scénarios à l'échelle du continent, afin de collecter des données, consolider les plans communs, harmoniser les actions et créer une dynamique pour atteindre les objectifs de développement et de transformation de l'Afrique.

L'atmosphère de la journée avait cependant aussi un arrière-goût de tristesse et de perte. De nombreux Africains étaient encore sous le choc des répliques des fortes inondations qui avaient dévasté l'Afrique australe et orientale, détruisant les moyens de subsistance, les villes et faisant de nombreux morts. Les inondations, les sécheresses, les incendies de savane sauvage qui pouvaient durer des mois sont devenus banals. Pourtant, cela n'a pas rendu les pertes plus supportables. Malgré des systèmes d'alerte rapide et de gestion des crises relativement avancés, il est toujours impossible d'éviter les effets généralisés des catastrophes naturelles. Pour apporter un certain soulagement aux communautés touchées, les négociations entre pays africains et d'autres pays du monde sur les émissions de carbone sont entrées dans une impasse. Cela en dépit du fait que certains progrès ont été réalisés en vue d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre grâce à des accords comme l'Accord de Paris de 2016 et les accords subséquents. Les Africains exigeaient des paiements pour les dommages et les souffrances causés par les effets du changement climatique causé par d'autres pays.

Ce n'était pas la seule revendication des dirigeants africains sur la scène internationale. Il y avait en plus le commerce équitable et les prix équitables pour les produits africains, l'amélioration des réglementations fiscales internationales et une meilleure protection de la propriété intellectuelle et des brevets basés en Afrique. La productivité des industries africaines était remarquable, mais leurs bénéfices bien maigres. Les biens et services des pays africains ont continué de se heurter à des barrières à l'entrée sur le marché et à des structures de prix artificielles qui n'étaient pas bénéfiques pour le continent. Et pour couronner le tout, les données et les innovations de l'Afrique étaient pillées par des cartels de données qui n'étaient soumis à aucune réglementation pertinente. Il était terriblement frustrant que les communications, les documents, les informations, les plateformes de réunion en ligne et les canaux de commerce électronique ne soient pas sécurisés et soient des cibles faciles d'attaques, compromettant ainsi la gouvernance, les interactions commerciales et la vie privée des consommateurs.

La Zone de libre-échange continentale africaine s'est renforcée au fur et à mesure que les entreprises, le gouvernement et les travailleurs travaillaient ensemble pour mettre en réseau les entrepreneurs, les marchés, les investisseurs, les produits et les consommateurs africains. Le « Made in Africa » était en effet une marque mondiale, reconnue pour ses éléments de conception uniques, son utilisation durable des matériaux naturels et ses pratiques de travail équitables. L'industrie manufacturière avait surclassé le tourisme au rang des principaux secteurs de croissance dans la région. Après la pandémie de 2020 et plusieurs autres, le tourisme en Afrique a eu du mal à redécoller, les voyages demeurant restreints ou entachés d'inquiétudes liées à la propagation de diverses maladies. Le cybertourisme était devenu la tendance populaire des visiteurs internationaux. Au niveau local, le développement des infrastructures commerciales intra-africaines a ouvert la région aux déplacements locaux par route, air, rail et mer. Le passeport unique pour l'Afrique avait supprimé les contraintes de visa et les vestiges de l'industrie touristique dépendaient largement des visites locales.

La fin des conflits et des affrontements sur le continent a facilité davantage les déplacements en Afrique. La xénophobie et les rivalités tribales s'étaient pour la plupart atténuées. La différence entre le citoyen et le migrant, et entre les diverses communautés africaines avait disparu. L'Afrique appartenait à tous les Africains et la diversité culturelle était acceptée et célébrée. La dernière flambée de violence remonte à 2020 et a mis fin à 15 années de conflit contre un groupe bien organisé de rebelles radicaux opposés aux programmes panafricanistes. Le Groupe s'était formé en 2022, après que l'UA n'eut pas réussi à faire taire les armes en 2020, en réponse à ce que les rebelles appelaient l'inefficacité des initiatives panafricaines. Son agenda portait principalement sur la promotion du nationalisme et du protectionnisme, la déstabilisation de l'UA et la protection des petits pays pour leur éviter d'être engloutis par les intérêts d'États africains plus puissants à l'époque. Composé principalement de jeunes, le groupe rebelle s'était mobilisé dans les TIC et avait déjoué les agences de sécurité pour organiser de multiples manifestations et perturber les industries et les pays. Après une série d'escalades tragiques, le groupe rebelle s'est finalement rendu aux forces de maintien de la paix de l'UA.



Toutefois, il restait beaucoup à faire. L'objectif d'une éducation gratuite pour tous a été atteint, mais les systèmes et les niveaux d'apprentissage n'étaient pas également répartis. De nombreuses jeunes filles continuaient à faire l'objet de discrimination en classe. L'éducation gratuite pour tous ne s'était pas malheureusement traduite par un changement culturel parallèle et les stéréotypes sexistes ont persisté, malgré la mise en œuvre de politiques fondées sur l'équité. Les programmes de sensibilisation à la sexospécificité ont également été généralement négligés, les ressources étant destinées aux aspects technologiques et numériques de l'apprentissage. Dans un monde hautement compétitif de la quatrième révolution industrielle, il était essentiel de s'assurer que les apprenants acquièrent les compétences requises par un monde du travail basé sur la technologie.

Si la fracture numérique est restée patente dans certains domaines, les Africains dans l'ensemble étaient bien connectés les uns aux autres et au monde. Les initiatives internationales en matière d'éducation, les partenariats et les projets de recherche multipartites étaient florissants. Des universitaires et des praticiens, des experts et des innovateurs ont collaboré sur des plateformes en ligne à travers les frontières pour trouver des solutions aux défis auxquels était confronté le monde. Des idées novatrices ont été librement partagées dans un esprit de collaboration. Le long combat contre la série de crises du coronavirus en 2020, qui a fait plus de 2 millions de morts, a contraint le monde à travailler ensemble. La recherche d'un vaccin a dépassé les intérêts de la concurrence et c'est grâce à une approche « collective et inclusive » que le monde a finalement retrouvé la santé et la sécurité. La culture de la collaboration mondiale n'a pas disparu. Elle est devenue la norme en matière de protection des vies et des moyens de subsistance contre toute menace.

Sur la page web de l'Union africaine, on pouvait lire « Bienvenue à tous aux célébrations de la Journée de l'Afrique 2063 »

L'on pouvait entendre l'hymne de l'Afrique chanté en chœur par différentes voix, annonçant ainsi le début imminent des cérémonies.

SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE « L'AFRIQUE UNIE »	
PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES	Une <b>Afrique politiquement et économiquement intégrée</b> bien connectée, y compris la diaspora dans le cadre de la 6e région de l'UA
	Un <b>continent technologiquement avancé</b> malgré la persistance de la fracture numérique, la mauvaise gouvernance et l'absence de législation pour gérer les ressources de données et les transactions numériques
	<b>Prospérité de la Zone de libre-échange continentale africaine</b> grâce à la mobilité intra-africaine facilitée par le passeport africain et de bonnes infrastructures de transport ainsi qu'une industrie touristique locale active

	<b>Productivité et performances économiques élevées</b> malgré des négociations commerciales internationales en cours sur des prix équitables, une meilleure fiscalité et la protection des marques et de la propriété intellectuelle africaines
	<b>Célébration du patrimoine culturel</b> africain et de la diversité africaine avec une large utilisation des langues officielles africaines
	<b>Éducation pour tous</b> , du primaire au tertiaire, mais persistance de l'inégalité d'accès entre les sexes aux opportunités d'apprentissage et d'éducation
	<b>Collaboration avec des partenaires à l'international</b> via les domaines pédagogiques, techniques et professionnels, coopérant à la recherche de solutions à des défis communs
	<b>Persistance des chocs environnementaux</b> et des catastrophes naturelles malgré les systèmes d'alerte précoce
	<b>Une Afrique sans conflit</b> et dotée d'une force de maintien de la paix opérationnelle
<b>HYPOTHÈSES</b>	<b>Maintien des structures et des systèmes de gouvernance actuels</b> aux niveaux régional et national
	<b>Possibilités de redressement des tendances du PIB</b> de 2018 à 2020 après la covid-19. La reprise dépendra de la capacité du continent à s'adapter à des tendances économiques perturbées, à transformer structurellement et à traduire la croissance économique en développement social, en évitant des inversions drastiques des gains réalisés jusqu'à présent.
	<b>Les troubles et la rébellion impulsés par les jeunes</b> sont une des conséquences de l'échec de l'Initiative « Faire taire les armes » lancée au cours de la décennie 2020, et le résultat de la frustration contre les régimes de longue date et des échecs de gouvernance perçus par l'UA et les États membres
	<b>Les progrès technologiques</b> et le développement des compétences pertinentes pour les mondes du travail numérisés sont en cours
	<b>Une culture de collaboration à l'échelle mondiale</b> existe malgré les intérêts concurrentiels mondiaux, auxquels l'Afrique contribue et dont elle profite à travers des négociations actives en tant que région unifiée.
<b>MESURES</b>	<b>La capacité et la capabilité des États à réaliser l'Agenda 2063</b> sont développées et les approches de bonne gouvernance harmonisées dans toute la région
	L'innovation menée par l'Afrique contribue au succès de la Zone de libre-échange continentale africaine, soutenue par le développement dynamique des entreprises et de l'industrie stratégique ainsi que par des pratiques commerciales internationales équitables

**La prospective stratégique est intégrée en tant que capacité de gouvernance essentielle, parallèlement à l'observation, au suivi et à l'examen permanents des tendances pertinentes et des progrès réalisés par rapport aux indicateurs de bonne gouvernance.**



## 2.2 UTOPIE « L’Afrique prospère »

Le Parlement africain a été convoqué. Les membres ont pris leurs sièges et le griot a chanté l’hymne de l’Afrique avant le début des travaux.

À l’ordre du jour figuraient le budget et le plan stratégique pour la période 2063 - 2073. Il y avait comme un air de triomphe au moment où le premier conseil des dirigeants africains, élus par tous les Africains comme représentants de leurs régions et intérêts, devait annoncer que les objectifs stratégiques et les objectifs de l’Agenda pour une Afrique que nous voulons avaient été atteints dans les délais prescrits.

Malgré les défaitistes, les Africains ont persévéré et inversé la tendance pour que le continent réalise la vision d’une Afrique unie, pacifique, prospère, saine et enracinée dans le patrimoine. L’étape la plus difficile a été les élections à l’échelle du continent. Les perturbations des agents déstabilisateurs voulant bloquer cette étape vers l’unité africaine avaient menacé de faire échouer le projet. Cependant, aucune campagne n’a été menée, ce qui a minimisé la menace de perturbation. Au lieu de cela, des séances d’information organisées en plusieurs endroits sensibilisaient les citoyens et leur expliquaient clairement les priorités politiques de chaque candidat. Les débats et les questions ont été approfondis et encouragés au cours de ces sessions. Le vote par la suite était entièrement électronique et réglementé par des systèmes d’intelligence artificielle à l’épreuve du piratage. Les résultats du vote ont été annoncés dans l’heure qui suivait le dernier vote électronique et un algorithme de quota de diversité attribuait chaque siège de membre du conseil aux représentants des principaux groupes de population. À ce titre, chaque groupe démographique était représenté à un certain niveau parmi les membres du conseil. Il n’y a eu ni manifestations ni soulèvements contre les résultats. Les membres du conseil issus de divers groupes ethniques, linguistiques, de sexe et d’âge, étaient largement respectés, et chaque conseiller avait des réalisations dignes de ce nom et un bon solide.

Après la cérémonie d’ouverture officielle, les débats sur la législation relative à la migration spatiale, les droits des entités d’intelligence artificielle et la nouvelle politique pour les applications de prolongation de la vie ont également été inscrits à l’ordre du jour du Parlement. L’industrie de la santé faisait du lobbying pour assouplir la réglementation afin de permettre à un plus grand nombre de personnes d’avoir accès aux procédures de prolongation de la vie. Les technologies de prolongation de la vie brouillaient les frontières entre l’homme et la machine, et le transhumanisme était une question d’actualité, avec une plus grande clarté sur les paramètres acceptables pour allonger la mortalité humaine. L’expansion démographique du milieu des années 2020, malgré la pandémie de coronavirus, a permis à une grande population d’Africains âgés de vivre plus forts plus longtemps. Des systèmes de santé solides ont permis à plus d’Africains de célébrer leur 100e anniversaire, et il existait de nouvelles technologies pour améliorer la qualité de vie de tous, des nourrissons et enfants aux personnes



handicapées et aux personnes âgées. Il était toutefois important que chaque technologie soit dûment testée, et obtienne une autorisation de sécurité et passe par des contrôles éthiques stricts.

Les débats parlementaires étaient diffusés en direct et accessibles à tout Africain qui souhaitait y participer. De nombreux citoyens ont ainsi régulièrement exprimé leurs points de vue. Les portails de communication avec les citoyens étaient très actifs, recevant en moyenne vingt mille messages, requêtes et recommandations pour orienter chaque semaine les débats politiques. Grâce au logiciel sophistiqué d'analyse des données installé dans le cadre des systèmes de la gouvernance électronique du continent, les commentaires de chaque citoyen étaient enregistrés, classés et des analyses sommaires données lors des réunions pertinentes. L'époque des systèmes autocratiques était désormais révolue en Afrique, les plates-formes numériques permettant de tenir largement compte des différentes opinions exprimées sur des questions de gouvernance importantes et des préoccupations allant des réglementations environnementales aux questions de protection de l'enfance et aux vérifications des faits dans les médias.

Pour ceux qui ne s'intéressaient pas aux débats politiques, un large éventail de choix de mode de vie leur était proposé. Les communautés sportives, par exemple, suivaient de près la planification des Jeux olympiques mondiaux prévus un an plus tard dans des stades d'excellente qualité à travers l'Afrique. Les meilleurs athlètes voyageaient à bord des trains transatlantiques et de drones à grande vitesse pour s'acclimater. À chaque point d'entrée sur le continent, l'accueil des visiteurs était géré par un système d'immigration numérique et le personnel d'accueil escortait des groupes d'athlètes à leurs lieux d'hébergement de luxe dispersés dans différentes zones urbaines et des réserves naturelles. La capacité unique de l'Afrique à intégrer harmonieusement les environnements naturel et humain a fait du continent une destination populaire pour les événements sportifs internationaux, mais aussi pour les touristes, les défenseurs de la nature et les aventuriers qui visitent régulièrement le continent.

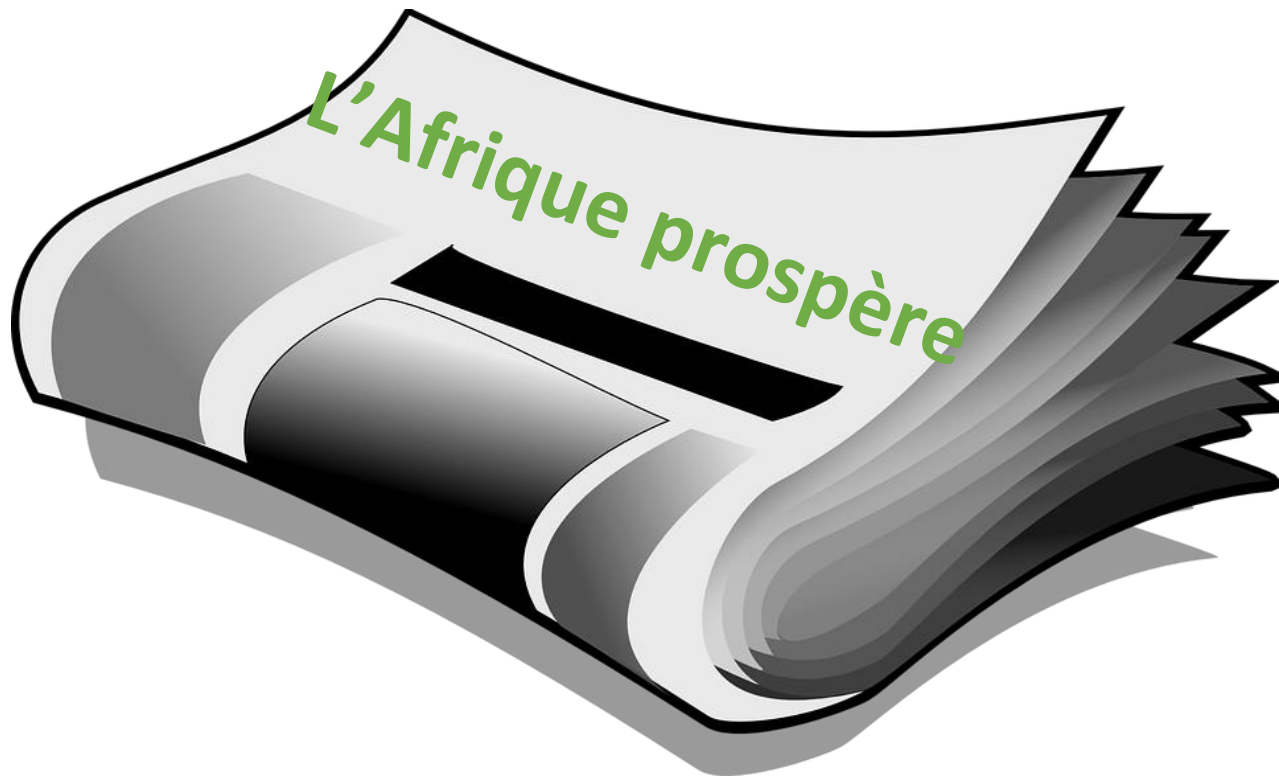
Les espèces sauvages les plus rares au monde avaient des habitats protégés en Afrique, des oiseaux à la vie marine, et la riche biodiversité était un trésor mondial. Les forêts africaines étaient parmi les plus vastes du monde. Elles pompaient de l'oxygène dans l'atmosphère et aidaient à éliminer le carbone émis par les industries en plein essor. La gestion des ressources naturelles et l'activité industrielle se faisaient dans un équilibre délicat continuellement surveillé et mesuré selon un indice de durabilité précis. Les géants de l'industrie respectaient scrupuleusement les réglementations écologiques, des systèmes de gouvernance d'entreprise transparents permettant de surveiller les consommateurs et les actionnaires. Grâce à des mécanismes de communication réguliers et accessibles, le public intéressé était informé des indices de performance des entreprises dans une gamme de domaines, ce qui réduisait les activités frauduleuses et criminelles.



Parallèlement aux économies robustes de l’Afrique, les institutions universitaires, scientifiques et de recherche du continent ont été à l’avant-garde des nouvelles découvertes stimulant l’innovation et le développement des marchés, tout en menant la recherche de remèdes et de vaccins contre les maladies qui continuent d’affecter la santé mondiale. La décision de revoir tous les programmes d’études sur le continent, portée par l’initiative des étudiants, avait transformé les résultats éducatifs de la région. En cinq ans, une révolution des compétences s’est produite. Le passage à l’apprentissage en ligne qui a commencé pendant la pandémie de la covid19 au début des années 2020 a pris de l’ampleur au cours des décennies suivantes. L’apprentissage numérique et en ligne a permis un accès plus large à l’information et aux connaissances, et simultanément la croissance entrepreneuriale a soutenu le développement d’une expérience professionnelle pratique et une exposition à une formation technique dans le domaine. Les compétences et capacités pertinentes ont permis à la population africaine de conduire une économie florissante. En conséquence, la pauvreté a été éradiquée avec succès en Afrique peu après 2030 et les besoins fondamentaux de toutes les populations ont été satisfaits.

Les taux de criminalité ont été réduits à zéro et les anciennes prisons transformées en centres de conseil, de réinsertion et de récupération après traumatisme couvrant un large éventail de besoins. La prévention des mauvais comportements sociaux était la solution préférée. Les structures juridiques et les systèmes judiciaires du continent étaient réputés pour leur équité. En conséquence, les juges africains étaient souvent appelés à présider des affaires d’importance internationale.

Le murmure des voix s’est calmé dès la projection de l’ordre du jour de la réunion dans la salle parlementaire. Le premier point de l’ordre du jour a lancé le débat sur la stratégie, les décisions, les actions, les budgets.



### **GRANDS TITRES DE L'ACTUALITÉ** Louanges !

Le Conseil des dirigeants africains, élu par tous les citoyens, discute de la réalisation de la vision tant attendue d'une Afrique unie, pacifique et prospère, saine et enracinée dans le patrimoine. Bonne Journée de l'Afrique 2063 !

**SCÉNARIO UTOPIQUE « L'AFRIQUE PROSPÈRE »**

<b>PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES</b>	<b>Une Afrique unie politiquement, économiquement et socialement</b> avec un conseil d'administration composé de dirigeants qui supervisent les affaires intégrées du continent. Aspirations et objectifs de l'Agenda 2063 de l'UA réalisés dans les délais
	<b>Des institutions solides et une gouvernance électronique</b> facilitant l'engagement des citoyens et la participation à la gouvernance sur des questions ayant un impact direct sur les besoins des citoyens
	<b>Données, informations et connaissances</b> en libre accès disponibles sur les domaines publics, pour soutenir l'engagement et la participation des citoyens à l'élaboration des politiques, à la bonne gouvernance et aux évaluations
	<b>Facilité de mobilité à travers le continent pour les personnes, les biens, les services et les capitaux</b> , avec la convergence politique transnationale requise et l'harmonisation des infrastructures, des systèmes et des processus continentaux
	<b>Adhésion et coopération</b> ne nécessitant pas de solides mécanismes d'application pour garantir la conformité
	<b>Conservation de l'environnement</b> et forte biodiversité
	<b>Une Afrique enracinée dans le patrimoine et en bonne santé</b> avec une longévité renforcée par les capacités technologiques
<b>HYPOTHÈSES</b>	<b>Sélection des dirigeants</b> à l'échelle du continent facilitée par des processus démocratiques participatifs et inclusifs et des systèmes de vote électronique à l'épreuve du piratage
	<b>Numérisation et 4e révolution industrielle</b> comme tendance importante largement adoptée et appliquée pour améliorer la bonne gouvernance africaine
	<b>Préservation</b> des modèles de gouvernance régionale actuels
<b>MESURES</b>	<b>Développement des compétences en éducation, en sciences et en technologie</b>
	<b>Inclusion, participation et appropriation des politiques par les citoyens africains ;</b>
	<b>Gouvernance électronique, démocratisation et consolidation à l'échelle du continent</b>



**Progrès dans le domaine de la santé utilisant la technologie pour améliorer la longévité et le bien-être**

### 2.3 Dystopie « L’Afrique défaite »

La résolution d’urgence du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l’Afrique a été signée. Les négociateurs ont remis leurs masques de protection et ajusté leurs lunettes. Un désinfectant pour les mains a été distribué dans la salle et le désinfectant pulvérisé par les tuyaux de brume qui constituaient l’infrastructure réglementaire dans chaque lieu public. À l’extérieur, la température était brûlante et la brume a également joué un rôle dans le refroidissement de la pièce.

Le groupe de négociateurs s’est présenté solennellement. Le sort du continent était scellé, dans un écho amer de la Conférence de Berlin de 1885. L’Afrique était à nouveau aux mains des puissances internationales, gouvernées par les systèmes multilatéraux du soi-disant gouvernement mondial, qui était principalement une coalition de puissances militaires et d’États autoritaires.

Le début de la décennie 2060 a été lamentable. Quelques dernières réunions ont été convoquées dans l’ancien siège de l’UA parmi les dirigeants des États africains restants. Cependant, les efforts de regroupement ont échoué et, en tout état de cause, la réunion a été perturbée par des protestations et une évacuation rapide des forces de sécurité craignant une détérioration potentielle de la situation.

La guerre des ressources faisait rage. Les différends concernant le Nil, les eaux douces du bassin du Congo, les réserves de gaz naturel et de pétrole sur les côtes du continent, les mines d’Afrique australe et centrale ont atteint des cercles d’intérêt de plus en plus larges, aggravant la concurrence et les désaccords sur répartition des avantages liés aux ressources.

Des années plus tard, les théoriciens ont remarqué, avec du recul, que la pandémie du coronavirus était une poudrière qui a éclaté et révélé les faiblesses des États et des sociétés africains. Alors que les dirigeants africains avaient eu l’occasion de démontrer leurs capacités de riposte à la pandémie de Covid de 2020, ils se sont plutôt illustrés par l’exécution du pouvoir d’État, les pratiques de corruption et les abus de pouvoir. Les présidents désireux de prolonger leur mandat présidentiel ont falsifié les statistiques sur les taux d’infection et de mortalité, gonflant les chiffres pour dépeindre une crise grave. Ainsi, les élections ont été annulées, les états d’urgence déclarés et l’assujettissement complet des populations africaines institutionnalisé.



La zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC), initialement retardée est devenue opérationnelle en janvier 2021. Toutefois, ses avantages ont été confisqués par une élite égoïste dès le début. Le commerce illicite, la contrebande de biens et de personnes et le blanchiment d'argent étaient monnaie courante. Les canaux officiels de la ZLEC ont été engloutis par des capitalistes de copinage qui ont séduit les fonctionnaires avec un financement facile. La promesse du libre-échange s'est traduite par une cupidité généralisée. Au lieu d'être intégrés dans des économies formelles, les vastes marchés informels du continent se sont émiettés en de multiples pools, chacun avec ses propres règles, commerce et devises. Les systèmes étaient en déroute et la bonne gouvernance absente.

Sans véritable leadership, de plus en plus pauvres et en mauvaise santé, les populations africaines sont devenues des proies faciles pour divers groupes d'intérêt. Les terroristes ont proliféré aux côtés des milices privées, profitant de l'absence de leadership, de réglementations et de contrôles. En donnant accès à l'éducation et à la formation, bien que militarisées et idéologiques, en satisfaisant régulièrement les besoins élémentaires comme le logement et la nourriture, ces groupes ont apprivoisé les communautés dans les zones rurales et urbaines pour servir leurs intérêts. L'exacerbation des frustrations par une propagande anti-étatique et la diffusion permanente des messages dans les réseaux sociaux ont fortement contribué à déclencher des troubles sociaux. Il s'est ensuivi l'effondrement de nombreux États africains.

Au départ, la communauté internationale était désintéressée de la situation de l'Afrique et préoccupée par d'autres crises sur la scène mondiale. Le chaos sur le continent n'est devenu une priorité que lorsque les troubles ont déclenché des mouvements similaires dans les communautés de la diaspora, déstabilisant d'autres pays. Les dirigeants à l'échelle internationale ont mené les débats sur une action internationale en Afrique. Les dirigeants africains, discrédités et illégitimes, n'ont pas participé aux débats ou aux négociations. Des technocrates de haut niveau reconnus au sein du système des Nations Unies ont été sélectionnés pour représenter la position de l'Afrique. Ces personnes ont été sélectionnées sur la base de leurs qualifications reçues des institutions de l'Ivy League, ainsi que de leur réputation établie par leur expérience professionnelle au sein du système multilatéral mondial. En outre, les négociateurs au nom de l'Afrique n'étaient pas des politiciens, ils n'avaient pas non plus exercé de fonction publique à quelque titre que ce soit sur le continent — d'où la perception de leur neutralité comme critère de l'autorité dont ils étaient désormais investis pour mettre un terme au triste sort de l'Afrique.

Au niveau communautaire, la résilience des communautés africaines dépendait des efforts d'organisation au niveau local. Les banlieues, les villages, les quartiers avaient chacun coordonné ses propres systèmes de défense et de fourniture de services. Les hostilités stimulées par la demande de



ressources ont régulièrement déclenché des violences entre les communautés. Les bâtiments scolaires sont devenus des casernes, les églises des sites d'alimentation communautaires et les terres agricoles des zones de patrouille des bandes de jeunes mal formés mais déterminés.

Lors des conclusions des négociations, les actifs de chaque pays africain ont été répertoriés et l'organe de gestion indiqué. À cause de l'endettement élevé envers des États étrangers, une part importante des actifs infrastructurels restants a été cédée à des entités de contrôle non africaines. Des acteurs non africains se sont portés volontaires pour superviser les ressources agricoles et marines. Les entreprises ont remporté l'appel d'offres pour commercialiser les déserts du Sahara et de Namibie. Tous les accords garantissaient l'utilisation de la main-d'œuvre africaine, aux côtés de l'intelligence artificielle pour gérer les travailleurs. Un plan détaillé du travail et de la fiscalité garantirait des pratiques de travail équitables contribuant au financement des plans de développement des régions.

Les agences humanitaires avaient insisté sur une clause relative aux droits de l'homme dans la résolution d'urgence sur l'Afrique, s'opposant à un retour à l'esclavage aboli et des pratiques d'asservissement. Les Africains avaient droit à un traitement humain et à l'aide aimable du monde. Une campagne était prévue pour la fête du Travail, le 1er mai 2063, pour communiquer un message de solidarité mondiale pour la résolution de la crise africaine. La campagne avait pour slogan « Aider l'Afrique ». Sa principale image était le visage d'une belle fillette africaine, les bras levés, sur fond de ville en feu.

TYPE DE SCÉNARIO	DYSTOPIE
<b>PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES</b>	Dissolution de l'Union africaine et transfert de la gouvernance africaine à des acteurs non africains
	Systèmes économiques, sanitaires, éducatifs et sociaux effondrés, des États inefficaces, fragmentés par la corruption, un mauvais leadership et une mauvaise gouvernance
	Absence d'état de droit, insécurité, les armes ne sont pas tues
	Catastrophes naturelles non gérées
	Les ressources naturelles ont été confisquées au profit de quelques privilégiés et aux dépens de nombreuses parties prenantes.
	Les valeurs communautaires ont été détruites par la concurrence et les conflits
<b>HYPOTHÈSES</b>	Conflits non atténués et détérioration continue de la situation politique, sociale et économique
	Interventions d'acteurs non africains et disparition de la gouvernance africaine
<b>MESURES</b>	Mauvais leadership et mauvaise gouvernance
	Omission de placer le citoyen au cœur de la gouvernance et de la démocratie, compromettant ainsi la paix et la sécurité
	Poursuite des programmes politiques et des actions sur l'environnement
	Décomposition complète des valeurs de la communauté africaine et de l'éthique de la prise en charge communautaire



## 2.4 Scénario surprise « L’Afrique décolle »

La première navette commerciale vers Mars devait décoller. Une bannière numérique s’étendant sur des kilomètres a été diffusée dans le ciel africain

« ... 3... 2... 1... .Décollage — Réservez vos vacances sur Mars aujourd’hui ! »

Il avait fallu au continent 3 décennies pour atteindre ce jalon, mais cela valait la peine de porter l’attention aux détails et l’engagement à l’abordabilité qui ont abouti à ce que cette navette transporte un groupe d’étudiants, de familles, de couples et de retraités vers une destination vacances sur Mars.

L’atmosphère de la planète rouge avait été conquise au milieu des années 2030 lorsque la course à l’espace entre les puissances mondiales s’était intensifiée. La vie sur terre était au bord du gouffre avec les troubles sociaux, les économies instables et les catastrophes naturelles mondiales liées aux changements climatiques. En réponse, la science et les affaires s’étaient efforcées de trouver des alternatives réelles sur d’autres planètes et la course à l’espace était devenue brutale.

De nombreuses missions ont échoué et il a fallu plusieurs tentatives pour affiner la science et la technologie pour voyager dans l’espace en toute sécurité et une résidence sûre sur Mars. Les premières années, ce sont les riches des territoires du nord du monde, du Moyen-Orient et d’Asie qui ont les premiers voyagé hors de la terre. Un certain nombre de milliardaires africains ont également assuré un voyage précoce. Cette première cohorte a cependant subi de graves effets sur la santé et n’a eu son salut que grâce à sa capacité à se payer les traitements médicaux nécessaires.

Pour le monde en général, les billets pour les navettes vers Mars étaient inabordables, tout comme les soins de santé nécessaires pour maintenir la vie sur la planète rouge. Le désastre causé par la pandémie de coronavirus au début des années 2020 n’était que le début d’une série d’autres pandémies et crises sanitaires généralisées qui entraîné de nombreuses pertes en vies humaines, la perte d’emplois et de moyens de subsistance. Seule une classe d’entreprises très riche avait bénéficié de son positionnement dans la sphère technologique et d’un accès aux bons marchés au bon moment. Mais, s’il y a eu une reprise rapide dans certains secteurs et des ajustements bénéfiques dans d’autres à la « nouvelle normalité » post-covid, de très nombreuses entreprises avaient fermé et le taux de chômage avait fortement augmenté.

Sur le plan international, la décennie 2020 - 2030 a été difficile. Chaque région devait relever le défi de la riposte et de l’adaptation aux exigences d’un relèvement post-pandémique. Attachés au slogan « ne laisser personne de côté » promu par les Objectifs de développement durables des Nations Unies, les dirigeants africains se sont attachés à investir et à sortir les populations africaines de la pauvreté. Le



coronavirus avait stimulé les efforts de collaboration et recentré les priorités politiques pour s'assurer que les effets de la dévastation avaient été atténués et qu'autant de vies et de moyens de subsistance avaient été protégés à travers le continent.

Au fur et à mesure que la pandémie évoluait, les efforts des pays africains pour endiguer la vague d'infections se traduisaient par une baisse du nombre de décès enregistrés dans la région qui était plus bas que partout ailleurs dans le monde. La riposte rapide a permis à aidé à la poursuite prudente de la vie politique et à l'organisation réussie des élections prévues conformément aux règles de distanciation physique. Alors que les gouvernements africains démontraient leurs capacités et honoraient leurs contrats pour assurer les meilleurs résultats politiques pour les citoyens, les cultures de la démocratie se sont renforcées et la fourniture de biens publics aux plus vulnérables a été instituée comme norme. Le résultat était une Afrique qui s'efforçait à l'unisson de réaliser son programme de développement.

En 2050, les aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA avaient été réalisées, malgré le pessimisme des critiques, dix ans plus tôt que prévu. Au regard des progrès visiblement rapides de la région africaine — l'histoire des Tigres d'Asie a été supplantée par celle de la rapide métamorphose de l'Afrique. En 2045, une nouvelle vision pour le continent avait été lancée : *l'Afrique au-delà de 2100*. Les nouveaux objectifs étaient ambitieux, y compris l'accessibilité des voyages spatiaux à tous les Africains.

*L'Afrique au-delà de 2100* était une vision ancrée dans la culture établie de la bonne gouvernance, reflétant les besoins des populations africaines (référence aux traités, protocoles, instruments pertinents qui consacrent la bonne gouvernance, la démocratie, la paix et les idéaux de sécurité). Les objectifs pour le 22e siècle étaient en outre motivés par l'enseignement et les innovations scientifiques et technologiques devenus monnaie courante. Les jeunes africains, suffisamment qualifiés, encouragés et bien financés ont pris la tête du mouvement et exprimé leur créativité à la recherche de solutions, en appliquant les technologies numériques de manière appropriée pour répondre aux besoins de leurs communautés, avec un potentiel d'extension vers les marchés internationaux. Les communautés intergénérationnelles bénéficiaient des innovations en matière de santé, les familles profitaient de plus de loisirs, les tâches domestiques et professionnelles étant hautement automatisées. La solidité des filets et systèmes sociaux indiquait que tous les besoins élémentaires étaient satisfaits, et les investissements et les initiatives désormais axés sur l'élargissement des possibilités des habitats humains.

Les défis de l'environnement naturel ont continué de peser sur les systèmes d'intervention rapide. Les rapports de données indiquaient que le nombre de victimes des catastrophes environnementales était plus élevé que d'habitude. Malgré les efforts de la communauté internationale, les températures sur le continent atteignaient des sommets, avec des impacts pour l'agriculture et plusieurs autres



industries essentielles. Des habitats alternatifs sur d'autres planètes étaient donc une option nécessaire à explorer. En effet, des équipes de surveillance et d'intervention environnementales déterminées réussissaient à anticiper et à éviter la plupart des crises naturelles. Quitter la terre n'apparaissait pas comme la solution idoine, les Africains étaient plutôt encouragés à faire l'expérience d'autres planètes et d'y emménager, s'ils le souhaitaient.

L'agence mondiale des voyages spatiaux, coordonnatrice de tous les voyages dans l'espace, avait reconnu les efforts de la région africaine visant à ouvrir ces voyages à plus de personnes. Sur la scène mondiale, le continent était réputé pour sa position humanitaire, durable et équitable qui servait d'orientation à chaque politique, institution et intérêt. Alors que les puissances hégémoniques exposaient leurs masses, l'Afrique avait choisi de protéger et de nourrir ses citoyens, les plaçant au cœur de la bonne gouvernance.

En 2050, lors du lancement de la vision L'Afrique au-delà de 2100, les dirigeants avaient mis en place le programme de citoyenneté africaine accueillant diverses communautés du monde entier pour construire leurs maisons sur le continent. Une photo tendance prise depuis l'espace montrait que le continent africain avait l'atmosphère la plus claire et les forêts luxuriantes au cœur de l'Afrique centrale encadraient le dernier Eden. Un sentiment anti-migrant avait dominé parmi les populations africaines au cours de la difficile décennie 2020-2030. Cependant, à mesure que l'abondance se répandait, la nature Ubuntu des coutumes africaines s'est à nouveau épanouie. Les restrictions à la migration sont restées très sélectives, mais en 2050, les frontières africaines ont été ouvertes sur le monde.

Les passagers de la navette saluaient joyeusement la caméra du direct dans la cabine. C'était le premier des nombreux voyages similaires qui allaient suivre.

TYPE DE SCÉNARIO	SURPRISE
<b>PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES</b>	Voyage spatial et occupation de Mars
	Une Afrique prospère portée par l'initiative des jeunes et ne laissant personne de côté
	Migrations internationales fortement réglementées vers la région
<b>HYPOTHÈSES</b>	Les voyages dans l'espace en tant que priorité et possibilités fondées sur les progrès de la science, de l'innovation et de la technologie, tirant parti des avantages comparatifs de l'Afrique
	Persistance des changements climatiques et de la détérioration de l'environnement, compromettent l'habitation durable de la Terre et motivant l'exploration de l'espace extra-atmosphérique à la recherche de planètes vivables alternatives
	Les objectifs de développement durables des Nations Unies et les aspirations de l'Agenda 2063 ont été réalisés en avance sur le calendrier, grâce à des efforts concertés et stratégiques déployés dans ce sens.
<b>MESURES</b>	Autonomie décidée et concentration sur la réalisation de la vision de l'Agenda 2063, sans dépendance excessive vis-à-vis des interventions extérieures
	Contrat social solide entre les gouvernements et les citoyens africains basé sur les valeurs communes de l'Union africaine
	Progrès de la science et de la technologie





### 3. IMPORTANCE DES SCÉNARIOS ET APPEL À L'ACTION

Les récits des scénarios ne sont ni exhaustifs ni définitifs, mais ils présentent un aperçu des avenir plausibles de la gouvernance africaine, tel qu'imaginé et envisagé par un groupe diversifié de participants à la recherche, d'acteurs de la gouvernance africaine et de représentants des organes de l'UA et des États membres. Les scénarios décrivent les étapes et les événements qui peuvent conduire à des résultats optimaux, pires ou surprenants, mettant en évidence les domaines dans lesquels des décisions et des actions politiques critiques peuvent être nécessaires. L'objectif des scénarios du RGA 2021 est de doter les États membres de l'UA, les décideurs, divers acteurs et agents de la gouvernance africaine d'une vision utile leur permettant de mieux prévoir les opportunités, éviter les risques et les obstacles à la bonne gouvernance, harmoniser et promouvoir stratégiquement les progrès et événements positifs.

Récapitulatif des incidences stratégiques de chaque scénario :

#### **Scénario de référence — *L'Afrique unie***

- Reconnaissance et mise en œuvre permanentes des instruments, protocoles et traités ratifiés pour la promotion de la bonne gouvernance, en particulier la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance.
- Promotion et protection des droits de l'homme, ainsi que de l'inclusion des femmes et des jeunes.
- Renforcer la résolution des conflits et les efforts de consolidation de la paix.
- Intégrer la prospective stratégique dans la gouvernance en vue de renforcer les capacités de gouvernance prévisionnelle.

#### **Scénario utopique — *L'Afrique prospère***

- Investissement dans le développement social des pays africains, en particulier de bons résultats en matière de santé et d'éducation,
- Développement des capacités pour la 4e révolution industrielle et la numérisation, stimulant ainsi les contributions africaines et l'appropriation de la technologie et de l'innovation.
- Application des progrès de la gouvernance électronique au profit de l'engagement et de la participation des citoyens, en tant que pierre angulaire de la bonne gouvernance, du développement et de la prospérité.

#### **Scénario dystopique -- *L'Afrique défaite***



- Application ferme des mesures et mécanismes préventifs nécessaires pour atténuer les problèmes de gouvernance, de démocratie, de paix et de sécurité et pour éviter les pires résultats.
- Priorisation des besoins des citoyens grâce à l'application d'une bonne gouvernance et à la prestation de services nécessaires pour assurer le bien-être des communautés.
- Promotion de la diversité, l'inclusion et la participation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées à tous les niveaux de gouvernance dans la politique, les affaires et la société.
- Protection de la souveraineté des États africains et de l'autorité de l'UA sans ingérence internationale excessive ou focalisation déséquilibrée sur les intérêts non africains et les agendas extérieurs.

### **Scénario surprise – L'Afrique décolle**

- L'autonomie constitue le thème central du scénario Surprise, les investissements nécessaires étant orientés vers la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies et les aspirations de l'Agenda 2063.
- Des actions prioritaires sont menées pour répondre aux exigences de bonne gouvernance, et réaliser ainsi les objectifs de développement et de transformation préalablement fixés.
- La libération et la réorientation de la capacité du continent à imaginer et à explorer des possibilités plus larges de gouvernance africaine, par exemple les zones inexplorées de la haute technologie et de l'espace, y compris les satellites, les mégadonnées et les capacités de calcul, et les voyages spatiaux.
- La concentration sur l'avancement de la science, de la technologie et de l'innovation, en tant que moteur de développement, de croissance et de transformation.

Lors de l'élaboration des recommandations du RGA 2021, Les implications stratégiques indiquées pour chaque scénario ont été alignées sur les recommandations du RGA 2019 et les domaines prioritaires nationaux et régionaux identifiés pour le premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 (FTYIP). L'appel à l'action qui en résulte est formulé en fonction des domaines d'action stratégiques essentiels recensés selon des catégories spécifiques — *Soutiens, pointeurs de boussole et points pivots*

Les soutiens sont des domaines stratégiques ayant un impact direct sur l'environnement politique, économique et social d'une

## DOMAINES PRIORITAIRES NATIONAUX ET RÉGIONAUX IDENTIFIÉS POUR LE PREMIER PLAN DÉCENNAL DE MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA 2063

- Croissance économique durable et inclusive
- Développement du capital humain
- Agriculture/valeur ajoutée et développement des agro-entreprises
- Création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes
- Protection sociale
- Genre/Épanouissement des femmes et autonomisation des jeunes
- Bonne gouvernance, y compris des institutions

de  
résultats de g

### RECOMMANDATIONS DU RGA 2019

- Leadership transformateur
- Constitutionnalisme et l'État de droit :
- Lien entre paix, sécurité et gouvernance
- Lien entre développement et gouvernance
- Rôle des Communautés économiques

L'objectif des stratégies est de faciliter la prise de décision des organes de

membres et des divers acteurs afin de combler les lacunes de gouvernance et de se préparer à saisir les nouvelles opportunités.

domaines ainsi identifiées faciliter la prise prioritaire des États de l'UA, des États



### RECOMMANDATIONS DU RGA 2021

- **Réflexion à long terme et planification**
- **Protection des ressources humaines et placement du citoyen au cœur de la gouvernance**
- **Inclusion des jeunes, des femmes et des personnes handicapées**
- **Ratification d'instruments, traités, protocoles portant sur les valeurs communes**



#### 4. FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS ET DOMAINES D'INTÉRÊT STRATÉGIQUES RECOMMANDÉS

Les recommandations du RGA 2021 reposent sur les principaux moteurs identifiés et des facteurs d'impact critiques influençant les scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique convenus, adoptés et validés par des parties prenantes diverses et représentatives tout au long du processus de recherche et d'élaboration du Rapport.

Les recommandations formulées sont destinées à contribuer à l'amélioration des résultats de la bonne gouvernance, en particulier en facilitant la concentration intentionnelle sur les principales questions mises en évidence dans chacun des scénarios prospectifs de la gouvernance africaine.

Les indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance sont en outre proposés comme domaines et problèmes à suivre, en termes d'étalonnage des progrès, vers la réalisation de l'avenir de la gouvernance africaine que nous voulons.

Le tableau ci-dessous présente les recommandations détaillées du RGA 2021 :

- I. **Solutions inspirées par l'Afrique**
- II. **Collaboration/Coopération et Communication**
- III. **Élections**
- IV. **Environnement**
- V. **Institutions**
- VI. **Paix et sécurité**
- VII. **Stratégie**
- VIII. **Politique économique**
- IX. **Leadership politique**
- X. **État de droit**
- XI. **Droits universels**
- XII. **Les femmes**
- XIII. **Les jeunes.**



## I. Solutions inspirées par l'Afrique

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
Solutions inspirées par l'Afrique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formalisation des bonnes pratiques ancrées dans la résilience africaine et des approches réussies au niveau local</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconnaissance et promotion des solutions inspirées par l'Afrique comme des atouts clés pour le continent dans les secteurs comme l'agriculture, l'énergie, la médecine, l'éducation, etc.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promotion des valeurs et de l'éthique africaines</li> <li>Numérisation des langues africaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élévation, légitimation et formalisation des systèmes de connaissances africains</li> </ul>
	<b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Valeurs communautaires africaines et modèles et approches axés sur les personnes intégrés dans la gouvernance et le développement à tous les niveaux</li> <li>Priorité aux solutions inspirées par l'Afrique en réponse aux défis de la gouvernance, de la démocratie, de la paix et de la sécurité</li> <li>Les langues africaines numérisées, facilitant la sensibilisation, l'éducation et l'engagement de tous les citoyens africains</li> </ul>	

## II. Collaboration, Coopération et Communication

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
--------------	--------------------------------	--

<b>Collaboration/Coopération et Communication</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relations multilatérales et bilatérales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Placer les intérêts et les besoins du continent dans la réinvention et la réforme des institutions multilatérales mondiales, en particulier l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation des Nations Unies (ONU).</li> <li>• Veiller à ce que l'engagement des États membres dans les relations multilatérales et bilatérales ne soit pas contraire aux exigences de la réalisation des aspirations de l'Agenda 2063.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écosystèmes et liens stratégiques et opérationnels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la capacité des universités en tant que partenaires et acteurs essentiels dans l'élaboration d'une bonne gouvernance, en particulier un financement concentré sur la recherche et le développement de programmes d'études pertinents ;</li> <li>• Renforcer le rôle du secteur privé africain comme partenaire de la bonne gouvernance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Médias</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Campagnes de sensibilisation et de promotion au niveau des pays sur les performances et les évaluations de la gouvernance, contribuant au suivi des progrès et des lacunes ;</li> <li>• Publication de l'état actualisé de la ratification des divers traités, conventions, instruments et protocoles de l'UA par les États membres</li> <li>• Sensibilisation aux capacités, contributions et réalisations des jeunes à travers des campagnes spécifiques</li> </ul>
<b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b>		



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de la coopération et de la collaboration entre les organes de l'UA, les CER, les États membres et toutes les parties prenantes</li> <li>• Établissement de partenariats mutuellement bénéfiques entre l'UA, les universités et le secteur privé appliquant des modèles à triple et quadruple aspect</li> <li>• Utilisation accrue des médias pour promouvoir la prise de conscience des progrès de l'UA et des États membres vers la réalisation des objectifs de bonne gouvernance et des aspirations de l'Agenda 2063, y compris la publication de l'état des ratifications importantes</li> <li>• Organisation des campagnes au niveau des pays pour mobiliser les citoyens, en particulier les jeunes, à leur rôle d'agents de responsabilisation et champions de la bonne gouvernance conformément aux processus, mécanismes, systèmes et structures appropriés</li> </ul>
--	---

### III. Élections

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
Élections	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commissions, règles et institutions électorales</li> <li>• Violence liée aux élections</li> <li>• Organisation d'élections lors des crises et des pandémies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ratification et internalisation des instruments pertinents, y compris le suivi des processus de mise en œuvre</li> <li>• Présentation régulière des rapports par les États membres conformément aux exigences de la CADEG</li> <li>• Harmonisation de la pratique des missions d'observation électorale des organes régionaux et de l'UA, pour renforcer la crédibilité des élections, élaborer des lignes directrices et une approche commune pour y ajouter de la valeur</li> </ul>



		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Reconnaissance du rôle du monde universitaire dans le renforcement des capacités des organes de gestion électorale.</li> <li>• Engager les États membres à utiliser les plateformes disponibles pour le partage des meilleures pratiques concernant les partis politiques et les questions législatives, la diversité et l'inclusion</li> <li>• Promotion d'un dialogue permanent sur les questions politiques pour une détection précoce et des discussions des signaux de changement forts et émergents et / ou des perturbations pouvant exiger des réponses particulières en matière de gouvernance</li> </ul>
	<b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Toutes les chartes, conventions et protocoles pertinents requis relatifs à la démocratie, aux élections et à la bonne gouvernance ratifiés et domestiqués par les États membres</li> <li>• Rapports réguliers des États membres conformément aux exigences de la CADEG</li> <li>• Procédures harmonisées entre les missions d'observation de l'UA, les organes régionaux et nationaux de gestion électorale, avec transparence et responsabilité vis-à-vis des cadres convenus pour les processus électoraux</li> <li>• Utilisation des plateformes disponibles et des initiatives de formation soutenues par des universitaires et des experts pour partager les meilleures pratiques et renforcer la capacité des organes de gestion électorale</li> <li>• Processus de dialogue politique en cours et forums actifs d'engagement dans les domaines de gouvernance critiques, signaux forts et émergents de changement et mesures de préparation et de réponse nécessaires</li> </ul>	

#### IV. Environnement

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
--------------	--------------------------------	--

<b>Environnement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changements climatiques et catastrophes naturelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adoption des solutions technologiques pour faciliter l'application des stratégies d'adaptation et d'atténuation au niveau national, y compris la préparation aux catastrophes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changements écologiques et durabilité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inclusion de stratégies d'adaptation locales basées sur les connaissances de base</li> <li>• Adoption d'une loi promouvant les pratiques de durabilité et axée sur les approches locales</li> <li>• Accélérer des pratiques environnementales à la base par le biais de protocoles CER établis sur les ressources transfrontalières communes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion des ressources naturelles et transformation de l'agriculture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Résolution des problèmes de politique foncière, de gestion des ressources naturelles et de propriété</li> </ul>
	<b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Solutions technologiques utilement appliquées pour gérer les ressources naturelles, l'environnement et les changements climatiques</li> <li>➤ Connaissances de base et pratiques de durabilité formalisées et centrées comme approches privilégiées pour l'utilisation et la gestion des ressources naturelles</li> <li>➤ Problèmes de politique foncière et de propriété résolus, en particulier en facilitant l'appropriation et la gestion durable des terres par les femmes, les jeunes et les communautés à faible revenu/pauvres</li> <li>➤ Programme de transformation agricole détenu et piloté par l'Afrique</li> </ul>	

## V. Institutions

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
Institutions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Structures et processus adaptés aux besoins</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer le rôle des CER et l'harmonisation avec l'Agenda 2063</li> <li>Promouvoir les plateformes disponibles pour le partage des bonnes pratiques entre pairs</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maturité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Établir des cultures d'apprentissage continu pour répondre à l'évolution des contextes et appliquer les bonnes pratiques</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Efficacité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer les capacités et compétences requises au niveau de l'État pour réaliser les aspirations de l'Agenda 2063</li> <li>Agir de toute urgence pour s'attaquer aux problèmes essentiels de la bonne gouvernance, la paix et la sécurité, ainsi que la protection et la promotion des droits de l'homme</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suivi et évaluation des performances</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une meilleure transparence pour faciliter les examens et évaluations par de la gouvernance par les pairs, y compris les points de vue des multiples parties prenantes</li> </ul>
	<b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b>	



## VI. Paix et sécurité

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
Paix et sécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Troubles sociaux et soulèvement populaire</li> <li>• Militarisation</li> <li>• Traite des êtres humains</li> <li>• Criminalité transnationale organisée</li> <li>• Cybersécurité</li> <li>• Terrorisme et extrémisme violent</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Atténuer les discours de haine et promouvoir la diversité culturelle</li> <li>• Reconnaître les différents types de conflits et créer des forums pour l'engagement des jeunes dans la consolidation de la paix.</li> <li>• Créer organe représentatif temporaire ou permanent pouvant engager d'anciens combattants dans la résolution des conflits ;</li> <li>• Clarifier le rôle de l'Afrique en tant que point de transit des migrants et améliorer les données et la gestion des flux de migrants/réfugiés à travers l'Afrique et vers d'autres régions, à cause des conflits et à la recherche d'opportunités</li> </ul>
	<p><b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Démilitarisation des gouvernements et des communautés, élimination du discours de haine, promotion de la diversité culturelle et de l'inclusion, et réduction des incidences de troubles civils et de soulèvement populaire</li> <li>• Mise en place de mécanismes pour la participation des jeunes et des jeunes ex-combattants aux initiatives de résolution des conflits et de consolidation de la paix</li> <li>• Arrêt de toutes les formes de traite d'êtres humains, de criminalité transnationale organisée, de terrorisme et d'extrémisme violent qui touchent les populations africaines et exploitent les ressources du continent</li> <li>• Autorité reconnue et engagement actif des organes de l'UA dans la sécurité, la gestion des conflits, la résolution et la consolidation de la paix</li> <li>• Protocoles efficaces et harmonisés pour les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées en Afrique et à travers l'Afrique</li> </ul>	

## VII. Politique économique

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
Politique économique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Industrialisation, diversification et transformation structurelle de l'économie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Améliorer la position de l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales</li> <li>Stimuler la fabrication régionale ciblée sur la base d'avantages comparatifs à l'échelle internationale</li> <li>Développer des capacités pour catalyser et améliorer l'appropriation de la 4e révolution industrielle.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégration (par exemple, la libre circulation des personnes au sein de la ZLECA, le passeport de l'UA, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'aligner sur l'initiative et les rapports de la ZLECA, y compris l'intégration des politiques et des infrastructures, l'harmonisation et l'incitation des régimes fiscaux, la promotion de la circulation des personnes, des idées, des biens et des services.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Croissance du PIB et développement social</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcer les capacités de production locales et diversifier les économies nationales</li> <li>Créer plus d'opportunités pour stopper la fuite des cerveaux et réduire la migration et la mobilité, ainsi que le chômage</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Niveaux d'endettement, cotes de crédit, facilité de faire des affaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bonnes pratiques de gestion financière, stimulant le financement et l'investissement</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Finance et investissement</li> </ul>	
<b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b>		



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Meilleur positionnement du continent dans les chaînes de valeur mondiales sur la base des avantages comparatifs dans la fabrication régionale</li> <li>• Capacités de la 4e révolution industrielle développées et appliquées en fonction des besoins et des intérêts du continent</li> <li>• Alignement des organes, États membres et principales parties prenantes de l'UA sur l'initiative phare de la ZLECA, en particulier l'harmonisation des politiques, des infrastructures et des régimes fiscaux pour soutenir la mobilité des personnes, des idées, des biens et des services</li> <li>• Les économies des États membres se sont diversifiées et les capacités de production améliorées, créant des opportunités pour absorber les talents, accroître l'emploi et réduire les migrations</li> <li>• Des pratiques de gestion financière saines attirent plus d'investissements sur le continent</li> </ul>
--	--

## VIII. Leadership politique

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
<b>Leadership politique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adaptatif</li> <li>• Inclusif</li> <li>• Responsable</li> <li>• Éthique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer un indice de bien-être et de bonheur centré sur l'Afrique ;</li> <li>• Élaborer un plan d'action quinquennal visant à inclure les jeunes dans les institutions et processus de gouvernance politique sur la base de quotas correspondants aux pourcentages de leur population aux niveaux national et régional</li> <li>• Promouvoir l'inclusion, en particulier, des jeunes, des femmes et des personnes handicapées, dans les recrutements au sein des organes de l'UA ainsi que l'accès et la participation à la prise de décision politique aux niveaux national et régional ;</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la préparation de l'Afrique aux crises et aux catastrophes, notamment en rationalisant les mesures d'atténuation, de contrôle et de prévention des maladies dans la région</li> </ul>
	<b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Meilleure performance des États africains selon les indices de développement, d'égalité, de bien-être et de bonheur</li> <li>➤ Inclusion et participation à tous les niveaux de la gouvernance politique en particulier des jeunes, sur la base de quotas déterminés par le pourcentage des jeunes dans la population</li> <li>➤ Systèmes d'alerte précoce efficaces pour la prévention des crises et rationalisation de l'atténuation et du contrôle des maladies, des catastrophes naturelles et économiques</li> </ul>	

## IX. Stratégie

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
--------------	--------------------------------	--

Stratégie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adapté au contexte</li> <li>• Mécanismes de mise en œuvre</li> <li>• Examen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place des organes représentatifs indépendants et multidisciplinaires, par exemple : des équipes spéciales pour traiter des problèmes spécifiques et essentiels ;</li> <li>• Politiques d'investissement ciblées</li> </ul>
	<b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politiques pertinentes élaborées, y compris les cadres de mise en œuvre aux niveaux national et régional pour aborder la gouvernance, la démocratie, la paix et la sécurité, les droits de l'homme, le développement et l'inclusion</li> <li>• Instances d'action et d'engagements budgétaires mis en place pour financer des initiatives ciblant des domaines essentiels de la gouvernance</li> <li>• Évaluation permanente des politiques et processus d'ajustement si nécessaire, en tenant compte des contributions des principales parties prenantes, en particulier les conséquences pour les citoyens</li> </ul>	

## X. État de droit

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
État de droit	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constitutionnalisme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enraciner une forte culture des droits de l'homme et des sanctions contre l'impunité comme moyen de dissuasion des mauvaises pratiques de gouvernance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Justice et équité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Codifier les normes et standards, ainsi que les cadres juridiques pour faire face aux cas de soulèvements populaires ;</li> <li>• Formaliser les lois qui prescrivent l'inclusion et garantissent la participation des jeunes ;</li> <li>• Garantir l'accès direct des citoyens à la Cour africaine et aux juridictions internationales pour la protection des droits de l'homme</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect, conformité et application de la loi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accorder la priorité à la rationalisation des cadres juridiques entre l'UA, les entités régionales et les États membres ;</li> <li>• Recommander aux États membres d'adhérer, de respecter et d'appliquer les accords, instruments, traités et protocoles ratifiés</li> </ul>
	<b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cultures de bonne gouvernance, de démocratie, d'état de droit et de droits de l'homme ancrées dans les États membres de l'UA et toutes les institutions de gouvernance</li> <li>• États membres de l'UA activement engagés et mettant en œuvre les valeurs africaines communes convenues, les instruments ratifiés et les actes constitutifs de l'UA</li> <li>• Lois rationalisées et respectées, cadres juridiques, normes et standards codifiés aux niveaux régional et national pour la promotion et la protection des droits des citoyens, l'inclusion des groupes de population dans la gouvernance et la liberté d'exprimer sa dissidence</li> </ul>	

## XI. Droits universels

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
Droits universels	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Protéger et promouvoir les droits universels en tant que droits innés de tout individu, quels que soient son âge, son sexe, sa race, son appartenance ethnique, son patrimoine et ses origines culturels, son statut, son handicap et ses croyances religieuses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ancrer une culture de droits universels qui respecte les droits inhérents à tous les êtres humains</li> <li>• Renforcer le concept d'un contrat social inclusif reposant sur la confiance fondée sur la reconnaissance des droits universels</li> </ul>
	<b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect et protection des droits universels de tous les êtres humains, en ce qui concerne l'âge, le sexe, la race, l'ethnicité, le patrimoine culturel et les antécédents, le statut, le handicap et les croyances religieuses</li> <li>• Une Afrique dynamique et influente qui ne laisse personne de côté et axe son action sur la satisfaction des besoins de ses différentes populations</li> </ul>
--	--

## XII. Les femmes

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
<b>Les femmes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Leadership et prise de décision</li> <li>• Émancipation économique</li> <li>• Éducation</li> <li>• Violence sexiste</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des interventions de haut-niveau pour mettre un terme aux pratiques habituelles qui constituent des obstacles à la réalisation de l'égalité entre les sexes dans les différents domaines essentiels répertoriés.</li> </ul>
	<b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Augmentation du nombre de femmes à des postes de direction et de prise de décision dans les secteurs public et privé et dans les organisations de la société civile, et les institutions de gouvernance aux niveaux national et régional, avec une représentation minimale de 30 à 50 %</li> <li>➤ Pourcentage plus élevé de filles et de femmes parmi les apprenants et les diplômées de tous les niveaux de scolarité et d'éducation dans les pays africains</li> <li>➤ Réduction de la fréquence et de l'incidence de la violence sexiste et fonctionnement efficace des politiques, systèmes et mécanismes de protection et de sécurité nécessaires, y compris les mesures d'application pour la prévention de la violence sexiste</li> <li>➤ Fonds et financement ciblés sur le genre pour soutenir les actions politiques, s'attaquant aux facteurs d'impact critiques identifiés pour mettre fin à toutes les formes de discrimination fondée sur le sexe</li> </ul>	

### XIII. Les jeunes.

ÉLÉMENTS CLÉ	FACTEURS D'IMPACT DÉTERMINANTS	DOMAINES D'INTÉRÊT DE L'APPEL À L'ACTION DU RGA 2021
Les jeunes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chômage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mener une révolution des compétences dans les États membres afin redynamiser l'employabilité des jeunes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Innovation et Entrepreneuriat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faciliter l'accès à la technologie comme catalyseur de l'esprit d'innovation et d'entrepreneuriat chez les jeunes.</li> <li>Garantir l'accès et la disponibilité des financements pour l'entrepreneuriat des jeunes.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Participation aux forums d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration des indicateurs d'inclusion ;</li> <li>Promouvoir la médiation des jeunes dans les conflits et les actions d'instauration de la paix ;</li> <li>Soutenir la resocialisation et la réintégration des anciens jeunes combattants et faciliter l'inclusion de ces jeunes dans la promotion de la bonne gouvernance ;</li> <li>Se mobiliser pour déconstruire les stéréotypes négatifs sur les capacités des jeunes</li> </ul>
	<p><b>Indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance</b></p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Création d'institutions, de programmes et de programmes d'enseignement et de formation pertinents, développant des compétences et des capacités d'avenir pour réduire le chômage des jeunes</li> <li>Disponibilité de technologies abordables pour combler le fossé numérique des jeunes</li> <li>Appui à l'Innovation et à l'entrepreneuriat des jeunes grâce au financement et au soutien engagé</li> <li>Inclusion des jeunes comme acteurs centraux dans la médiation des conflits et les efforts de consolidation de la paix</li> <li>Intégration des questions de jeunesse dans tous les secteurs</li> </ul>		





## 5. Conclusion

### 5.1 Scénario de référence

Le scénario de référence pour l'avenir de la gouvernance africaine indique que les trajectoires actuelles peuvent conduire à la réalisation des aspirations de l'Agenda 2063, mais sans garantie de succès.

S'il existe des progrès et des gains en termes de bonne gouvernance en Afrique, il reste toutefois des domaines et de petites lacunes qui nécessitent une attention particulière. Veiller à ce que des efforts concertés soient dirigés pour remédier aux déficits de gouvernance et de développement du continent peut produire des résultats positifs et des avantages généralisés plus inclusifs à partir des ressources du continent et des avantages comparatifs uniques.

La réalisation des plus grands idéaux du continent exigera un investissement permanent dans les stratégies et les actions qui favorisent la bonne gouvernance. La non-exploitation du potentiel du continent conduira les pays africains vers le scénario du pire plutôt que vers la réalisation des meilleurs résultats.

### 5.2 Scénario utopique

Le scénario utopique souligne que les pays africains peuvent obtenir les meilleurs résultats possibles pour l'avenir de la gouvernance africaine d'ici 2063. Il envisage également un continent politiquement uni et économiquement intégré, y compris une citoyenneté active et engagée qui englobe les communautés de la diaspora de la 6e région. Les principales caractéristiques de ce scénario sont les progrès numériques qui changent la nature des institutions et des processus de gouvernance et donnent aux citoyens les moyens de participer plus directement à la gouvernance africaine. Le patrimoine culturel est célébré et le continent est un partenaire international apprécié.

Le meilleur scénario de la gouvernance africaine décrit une région de l'UA restructurée qui serait unie à travers les systèmes, les structures et les processus avec un seul parlement panafricain et un Conseil de dirigeants sélectionnés par des processus démocratiques à l'échelle du continent. Dans le scénario utopique, la gouvernance africaine bénéficie en particulier de la mise à profit des tendances technologiques émergentes pour élever des voix et des acteurs vitaux, notamment les femmes et les jeunes. Avec de meilleurs résultats en matière de santé, des économies prospères et des sociétés pacifiques, le scénario utopique réalise les idéaux les plus élevés du panafricanisme, où tous les Africains contribuent au succès du continent en tant qu'entité unie, intégrée et dotée de la crédibilité requise sur la scène internationale.



### 5.3 Scénario dystopique

Dans le scénario prospectif du pire, les mauvais résultats en matière de gouvernance conduisent à un effondrement de la région et à une subordination du continent aux intérêts internationaux.

Pour éviter ces résultats négatifs, il est nécessaire de se concentrer intentionnellement sur la ratification et la mise en œuvre des divers traités, protocoles et instruments. Il est essentiel de promouvoir le régime de valeurs communes de l'UA et d'encourager les actions des États membres conformément aux priorités stipulées.

Ignorer les signes avant-coureurs de la décadence, permettre volontairement une ingérence extérieure dans la souveraineté de l'UA et de ses États membres, et trop accommoder les intérêts égoïstes sont parmi les étapes qui peuvent conduire à un avenir dystopique de la gouvernance africaine.

En appliquant les idées du Scénario de l'Afrique défaite, les organes de l'UA et les États membres sont encouragés à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour favoriser la bonne gouvernance en Afrique et éviter la détérioration de la région par négligence du devoir et le non-respect des conséquences à court et long terme.

### 5.4 Scénario surprise

Le scénario surprise reconnaît qu'il peut y avoir des difficultés, comme les changements climatiques, qui ne pourront peut-être pas être surmontées à l'avenir. Pourtant, les capacités de gouvernance du continent permettront une détection précoce des crises et une atténuation des risques, ainsi que des réponses innovantes. Dans ce cas de figure, la surprise est la poussée du continent vers des opportunités inexplorées, telles que les voyages spatiaux.

Le scénario présenté dresse le portrait d'un monde qui a dépassé les configurations actuelles pour inclure les réalités interplanétaires, et où l'Afrique occupe une place de choix et joue un rôle de premier plan dans l'élaboration de nouvelles frontières pour l'humanité.

L'Agenda 2063 de l'UA aura été réalisé à l'avance dans le scénario surprise imaginé, et une nouvelle vision ciblant 2100 se développe sur la base des acquis du continent. Dans le scénario surprise, l'on est tenté d'imaginer un avenir de la gouvernance africaine où les attentes de bonne gouvernance sont dépassées, et où il est désormais possible d'explorer de nouvelles voies de progrès.

-----



Les scénarios prospectifs du RGA 2021 apparaissent ainsi comme une vision à long terme et un outil de planification stratégique à l'appui de la réalisation (et du dépassement) des aspirations de l'Agenda 2063. Leur objectif est de soutenir l'établissement de cultures de bonne gouvernance, d'environnements de paix et de sécurité durables et de contextes où l'inclusion et la participation garantissent que personne n'est laissé pour compte dans la création de l'Afrique que nous voulons.

## 6. DIFFUSION ET FEUILLE DE ROUTE DU RGA 2021 POUR L'APPLICATION DES SCÉNARIOS

Le RGA 2021 peut être diffusé à différents niveaux, dans divers formats pour différents publics, et appliqué de différentes manières pour améliorer les politiques de gouvernance, la mise en œuvre de la stratégie et le suivi des progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs de développement à long terme.

### *Adoption et lancement du rapport par les États membres*

Après la présentation du RGA 2021 et son adoption par les États membres de l'UA à la session ordinaire de la Conférence en 2021, il est proposé la mise en place d'un mécanisme pour la diffusion et l'application du rapport par les États membres au niveau national. La mise en œuvre des recommandations peut être facilitée par la distribution des scénarios comme outils de politique stratégique et de prise de décision, ainsi que les processus de suivi de l'opérationnalisation et de l'adoption du Rapport. Les scénarios prospectifs du RGA 2021 peuvent être présentés et diffusés dans divers formats à divers publics, et vulgarisés au niveau national.

### *Implications pour les organes et instances de l'UA*

À partir de la présentation et du lancement du RGA 2021, une série d'ateliers de diffusion et d'application peuvent être organisés par les instances et organes de l'UA pour examiner les implications des scénarios dans la réalisation des mandats particuliers et la mise en œuvre des stratégies institutionnelles. Conformément à la recommandation portant sur la formation continue au sein des institutions, les ateliers peuvent également présenter des opportunités de formation et des plateformes de partage des connaissances pour l'échange des bonnes pratiques.

### *Suivi et évaluation des tendances de la gouvernance en Afrique et des progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies et de l'Agenda 2063 de l'UA*

Les scénarios, y compris les indicateurs prospectifs de la bonne gouvernance proposés dans les recommandations, peuvent être appliqués au suivi et à l'analyse des progrès enregistrés dans la



réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies et des aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA. Ils peuvent en outre éclairer l'élaboration des plans de mise en œuvre de l'Agenda 2063, contribuer à déterminer les questions prioritaires, identifier les projets et programmes pertinents, et mobiliser les partenaires et les parties prenantes autour des domaines à fort potentiel.

#### *Visibilité dans les médias et stratégie de communication*

Une des principales leçons tirées de l'élaboration du RGA 2019 reste la faible sensibilisation du public au rapport, ce qui a compromis son adoption sur l'ensemble du continent. Il convient dès lors d'innover afin que le RGA 2021 bénéficie de la publicité et de la visibilité médiatique requises. Dans ce contexte, il est important d'intégrer les communications et la publicité médiatiques dans le processus de diffusion du RGA 2021, y compris le maintien de portails Web actifs, la publication de podcasts et de courts vidéogrammes actuels, et la rédaction d'articles d'opinion commentant les résultats des recherches menées dans le cadre de l'élaboration du Rapport et l'adoption des recommandations. Des stratégies médiatiques efficaces peuvent être développées pour mobiliser les canaux médiatiques sur le continent, stimuler les débats publics sur le Rapport et les scénarios prospectifs de la gouvernance africaine afin de donner une impulsion et une dynamique à l'application des recommandations et l'appel à l'action.

-----





\*Les scénarios du RGA 2021 sont des récits dynamiques dont la valeur repose sur des actions ultérieures motivées par les enjeux mis en évidence.

Les scénarios du RGA 2021, qui témoignent d'un processus de visionnage, d'imagination et de réflexion fondé sur des données probantes, de consultation, de participation et de stratégie, constituent un point de repère important au moment où l'Afrique s'efforce de réaliser l'Agenda 2063 de l'UA et d'élargir les perspectives d'avenir du continent.

## 7. ANNEXES

### A. MEMBRES DU GROUPE DE CONSULTATION AGA

1. Amb. Salah Hammad, Chef du Secrétariat de l'AGA (Président).
2. Mme Charity Nchimunya, Secrétaire exécutif AUABC.
3. Amb. Salvator Matata, chargé de liaison du COMESA auprès de l'UA
4. (représentant les CER).

M. Kassim Khamis, Responsable politique principal Bureau de la Direction de la planification stratégique de la CUA.

5. M. Ibrahim Jagne, Parlement panafricain.
6. Mme Lindiwe Khumalo, Conseillère du président de la CUA.
7. Mme Doreen Apollos, Communications de la CUA

### B. COMITÉ EXÉCUTIF DU SECRÉTARIAT DU MAEP EN CHARGE DU RGA 2021

1. Prof Eddy Maloka, DG du Secrétariat continental du MAEP
2. McBride Nkhalamba, Chef de la Division Recherche et Méthodologie

3. Prof Migai Akech, Expert en gouvernance
4. Dr Kwezi Dzpong Prah, Experts en gouvernance
5. Sara Hamouda, Expert ODD/NU et Agenda 2063
6. Rutendo Nazare, Expert ODD/NU et Agenda 2063
7. Misheck Mutize, Expert en gouvernance économique et d'entreprise
8. Yvette Kapinga Ngandu, Expert en paix et sécurité

### C. INSTITUTE FOR FUTURES RESEARCH (IFR)

ÉQUIPE IFR			
	NOM	FONCTION	RÔLE DANS LE PROJET
<b>Consultatif</b>	<b>Morne Mostert</b>	Directeur	Supervision de projet, conseil, approbations
	<b>Isaac Nkama</b>	Membre, Africa Council Board	Conseiller, Associé de recherche prospective
	<b>Doris Viljoen</b>	Prospectiviste principal	Conseil, expert en création de scénarios
<b>Experts principaux</b>	<b>Njeri Mwangi</b>	Prospectiviste principal	Prospectiviste Point focal pour l'Afrique et l'Initiative
	<b>Abbas Jamie</b>	Associé de recherche	Prospectiviste Innovation et réflexion conceptuelle
	<b>Deidre Samson</b>	Associé de recherche	Prospectiviste Innovation et conception organisationnelle
<b>Appui à la recherche</b>	<b>Adwoa Opoku-Nyarko</b>	Associé de recherche	Recherche par sondage
	<b>Heilet Bertrand</b>	Ventes et marketing de contenu	Gestion administrative du projet

### D. MEMBRES DU GROUPE DE CONSULTATION CONTINENTAL

Domaine d'expertise	Membres du Groupe de consultation continental
<b>Experts en études prospectives</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dr. Geci Karuri-Sebina, Directrice South Africa Node au Millennium Project.</li> <li>- Prof. Cheikh Mbow, Directeur, Future Africa.</li> <li>- M. Joni Karialainen, Finnish Futures Research Centre.</li> </ul>

<b>Représentant de la Communauté de l'Union africaine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amb. Baye Moctar Diop, Présidente du Comité des représentants permanents de l'Union africaine. (COREP) Sous-comité sur la démocratie, la gouvernance et l'état de droit.</li> <li>- Amb. Dr. Salah Hammad, Chef, Secrétariat AGA.</li> </ul>
<b>Secteur privé africain</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mme Anna Ekeledo, Directrice exécutive, AfriLabs (Association of African Tech Hubs)</li> </ul>
<b>Spécialiste des droits de la femme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dr. Lilian Lem Atanga, Université de Dschang (Cameroun).</li> </ul>
<b>Représentant de la presse</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mme Natasha Kimani, Chargée des programmes, Well Told Story.</li> </ul>
<b>Représentants des jeunes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Moussa Kondo, Chari, Réseau des jeunes du MAEP.</li> <li>- Mme Grace Jerry, Réseau des jeunes du MAEP.</li> </ul>
<b>Experts en gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prof Yehya Serag, Future University, Égypte.</li> </ul>
<b>Experts en statistiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dr Pali Lehohla, ancien chef des statistiques de l'Afrique du Sud.</li> </ul>
<b>Spécialiste en droit des droits de l'homme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prof. Charles Fombad, <i>Centre for Human Rights</i>, Université de Pretoria.</li> </ul>
<b>Expert en sécurité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prof. Michelle Ndiaye, Directrice, Institut d'études sur la paix et la sécurité, Addis-Abeba (Éthiopie).</li> </ul>

## E. PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS

Voici les principaux contributeurs à la construction des scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique en 2063 :

Participants à l'élaboration du RGA 2021	Entité	Rôle
<b>Groupe de pilotage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Secrétariat continental du MAEP</i></li> <li>○ <i>Plateforme AGA</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Assurer une supervision stratégique et politique</li> <li>○ Conduire l'élaboration du RGA</li> <li>○ Mobiliser et gérer des ressources</li> <li>○ Faciliter l'engagement des principales parties prenantes</li> <li>○ Promouvoir la diffusion et l'adoption du RGA</li> </ul>
<b>Experts techniques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Institute for Futures Research</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Experts en prospective stratégique et en construction de scénarios</li> <li>○ Membres de l'équipe de recherche du RGA 2021</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Afrobaromètre</i></li> <li>○ <i>Conseil de recherche en sciences humaines</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Experts en collecte et analyse de données</li> <li>○ Partenaires de l'équipe de recherche RGA 2021</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Fondation Mo Ibrahim</i></li> <li>○ <i>Institut d'études sur la paix et la sécurité, Université d'Addis-Abeba</i></li> <li>○ <i>Fondation africaine pour le renforcement des capacités</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Ressources d'information et de connaissances</li> <li>○ Promotion de la publicité et la diffusion du RGA 2021</li> </ul>
<b>Contributions des parties prenantes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Communauté du MAEP</i></li> <li>○ <i>Organes et agences de l'UA</i></li> <li>○ <i>Organisations axées sur la</i></li> </ul>	<p>La sensibilisation des parties prenantes et les contributions seront reçues à travers les canaux ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Réunions d'engagement stratégique avec les représentants des organes de l'UA ;</li> </ul>

	<p><i>jeunesse et le genre</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Communauté interconfessionnelle</i></li> <li>○ <i>Secteur privé</i></li> <li>○ <i>Représentants du monde du travail</i></li> <li>○ <i>Universitaires</i></li> <li>○ <i>Groupes de réflexion stratégiques</i></li> <li>○ <i>Institutions spécialisées en gouvernance d'entreprise et en gouvernance économique</i></li> <li>○ <i>Société civile et groupes de défense ;</i></li> <li>○ <i>Médias</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Forums consultatifs, ateliers et groupes de discussion aux niveaux régional et continental ; et</li> <li>○ Enquêtes publiques en ligne à l'échelle nationale</li> </ul>
<p><b>Principaux documents de référence</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Cadre politique de gouvernance africaine (RGA 2019)</i></li> <li>○ <i>Agenda 2063 de l'UA</i></li> <li>○ <i>Premier plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA (2013-2023)</i></li> <li>○ <i>Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Cadres politiques de référence pour la construction des scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique</li> </ul>

F. ACTIVITÉS, CONTRIBUTIONS ET RÉSULTATS DU RGA 2021

N°	ACTIVITÉ	TÂCHES	CONTRIBUTIONS	RÉSULTATS
1.	<b>Forum sur la méthodologie de la plateforme AGA</b>	<i>Présentation de la note conceptuelle du RGA 2021 sur l'approche et la feuille de route proposées pour l'élaboration de scénarios</i>	Équipe IFR-RGA du Secrétariat du MAEP AGA	Feuille de route et méthodologie RGA 2021 approuvées
2.	<b>Atelier technique sur les méthodes prospectives</b>	<i>Formation en techniques prospectives</i>	Équipe IFR-RGA du Secrétariat du MAEP	Carte des complexités de la gouvernance en Afrique et projet de document de travail
3.	<b>Définir le cadre analytique</b>	<i>Identifier les moteurs, les tendances et les incertitudes de l'avenir de la gouvernance africaine</i>	Équipe IFR-RGA du Secrétariat du MAEP AGA	Cadre analytique
4.	<b>Validation du cadre analytique</b>	<i>Enquête documentaire sur les facteurs, les tendances et les incertitudes</i>	Équipe IFR-RGA	Données d'enquête documentaire compilées
		<i>Forums consultatifs</i>	Équipe IFR-RGA du Secrétariat du MAEP AGA Intervenants	Forums consultatifs convoqués
		<i>Préparer un rapport sur les facteurs, les tendances et les incertitudes</i>	Équipe IFR-RGA	Projet de rapport
		<i>Valider le rapport</i>	AGA Intervenants	Publication du rapport
5.	<b>Analyse des facteurs d'impact</b>	<i>Concevoir des instruments d'enquête</i>	Équipe IFR-RGA du Secrétariat du MAEP	Questionnaires d'enquête conçus
		<i>Tester et valider les instruments d'enquête</i>	Secrétariat continental du MAEP	Questionnaires d'enquête testés et approuvés
		<i>Administrer les instruments d'enquête</i>	Secrétariat continental du MAEP	Questionnaires d'enquête passés à certains répondants
6.	<b>Exercice de construction de scénario</b>	<i>Ateliers de construction des scénarios</i>	Groupes de travail technique	Scénarios prospectifs de la gouvernance en Afrique construits
		<i>Validation des scénarios</i>	AGA et parties prenantes	

<b>7.</b>	<b>Projet de rapport</b>	<i>Préparer le projet de rapport</i>	Équipe RGA du Secrétariat du MAEP	Projet de rapport
		<i>Valider le projet de rapport</i>	AGA et parties prenantes	Projet de rapport approuvé
<b>8.</b>	<b>Rapport final</b>	<i>Finaliser le RGA 2021</i>	Équipe RGA du Secrétariat du MAEP	<b>Rapport final</b>

### G. CALENDRIER DES ACTIVITÉS DU RGA 2021

	Jan. 2020	Fév. 2020	Mar. 2020	Avr. 2020	Mai 2020	Juin 2020	Jui. 2020	Août 2020	Sept. 2020	Oct. 2020	Nov. 2020	Déc. 2020	Jan. 2021
Présentation de la note conceptuelle du RGA à la plateforme AGA	18/01 Botswana												
Atelier technique sur les méthodes prospectives à l'intention de l'équipe RGA 2021	20 et 21/01 Afrique du Sud												
Élaborer une carte de complexité													
Définir le cadre analytique													
Présentation de la note conceptuelle du RGA et de l'instrument d'enquête en ligne au Comité des points focaux du MAEP		05/02 Éthiopie				04/06							
Document de travail du RGA 2021													
Information du Groupe de consultation AGA (chaque mois)													
Recherche documentaire													
Lancement de projet en ligne, forum du groupe de consultation					11/05 et 18/05								

	Jan. 2020	Fév. 2020	Mar. 2020	Avr. 2020	Mai 20	Juin 2020	Jui l. 2020	Août 2020	Sept 2020	Oct 2020	Nov. 2020	Déc. 2020	Jan 21
continental et atelier d'élaboration de scénarios avec les multiples parties prenantes													
Réunion d'information en ligne des CNG/RGA 2021 sur les phases 1 et 2 de la création des scénarios					20/05	25/06							
Atelier de construction des scénarios de l'AGA						01/06							
Consultations en ligne et groupes de discussion institutionnels sur le modèle stratégique					Algérie, Égypte, Tchad, Côte d'Ivoire, Kenya, Ouganda, RSA, Sénégal, Ghana, Zambie, Namibie								
Rapport de présentation du projet													
Conception des instruments d'enquête													
Test des instruments d'enquête au Kenya et au Niger													
Application des instruments d'enquête au modèle stratégique sélectionné					Cameroun, Mozambique, Afrique du Sud, Nigéria, Tanzanie, Tunisie, Gabon, Sénégal, Côte d'Ivoire, Soudan, Kenya, Angola								
Analyse de l'enquête													
Consolidation des résultats et ateliers de discussion sur les politiques AGA et Groupe de consultation continental											30/11 02/12		
Projet de rapport	Sommaire ; Carte des complexités		Méthodologie et cadre analytique ; Ébauche de scénarios de développement				Facteurs d'impact déterminants ; Implications stratégiques ; Série finale des scénarios de gouvernance en Afrique à l'horizon 2063						
Validation du projet de rapport par les parties prenantes												14 et 15/12	



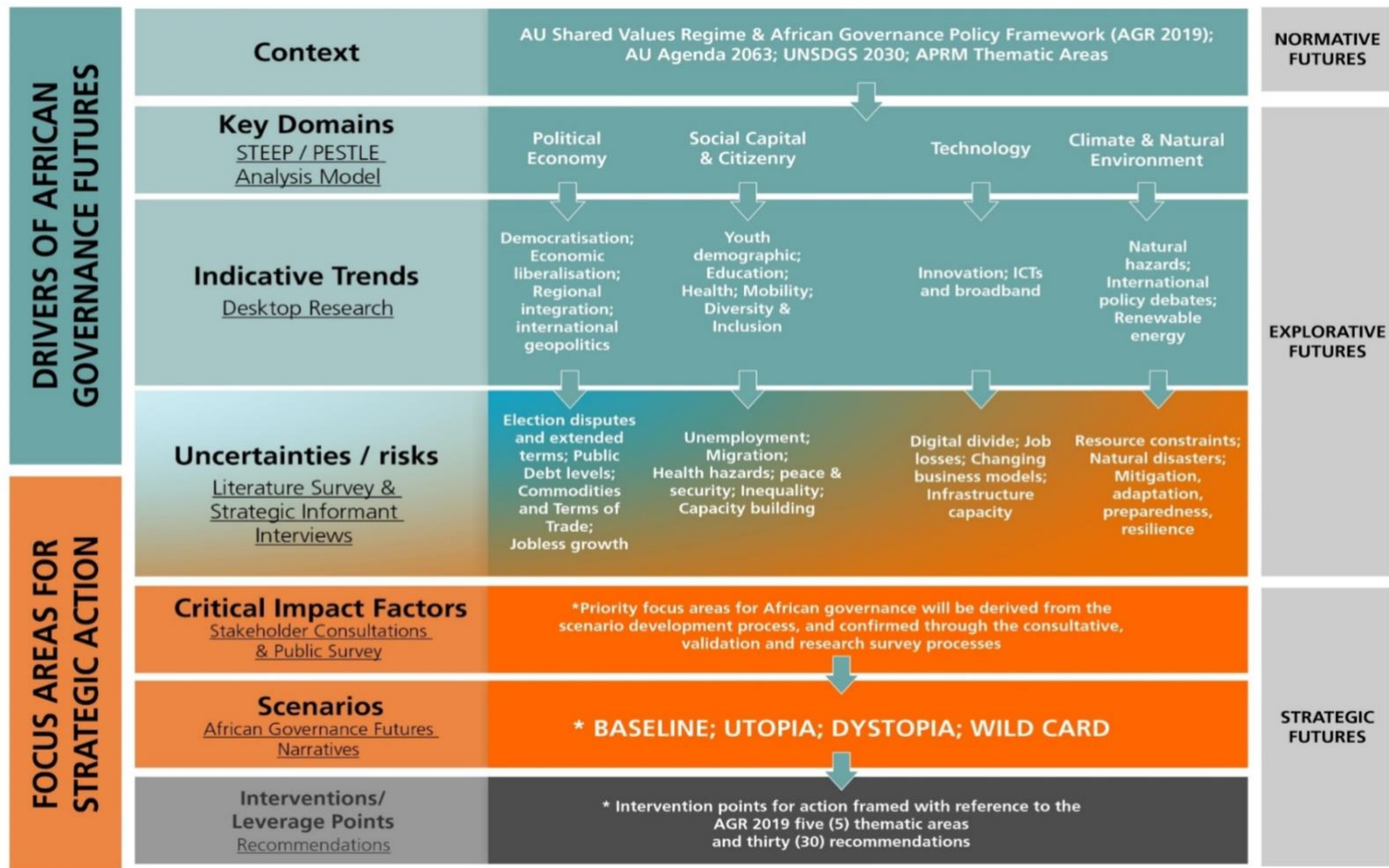
	Jan. 2020	Fév. 2020	Mar. 2020	Avr. 2020	Mai 2020	Juin 2020	Jui l. 2020	Août 2020	Sept 2020	Oct 2020	Nov. 2020	Déc. 2020	Jan . 21
												Afrique du Sud	
Présentation au Sous-comité UA-COREP sur les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance													
Rapport final													
Campagne média intégrée	Lancement du projet RGA 2021 en mai 2020 ; Campagne sur les réseaux sociaux				Séminaire public sur la Journée de l'Afrique le 26 mai	Informations régulières sur les activités (contenu du site Web, articles d'opinion, champions des médias, événements du forum consultatif)					Diffusion des conclusions du rapport		



## H. CADRE ANALYTIQUE



**AGA**  
African Governance Architecture



## I. ENQUÊTE EN LIGNE

Les pays participants à l'enquête en ligne RGA 2021 ont été sélectionnés selon des critères précis (RGA 2021, section 1.4) et l'échantillon a été confirmé avec les conseils nationaux de la gouvernance et les points focaux du MAEP.

Les répondants stratégiques de l'enquête en ligne RGA 2021 étaient répartis dans les 12 pays africains suivants :

Pays	Pourcentage par rapport au nombre total de réponses
Sénégal	18,18 %
Niger	15,15 %
Côte d'Ivoire	7,58 %
Maurice	12,12 %
Ouganda	12,12 %
Ghana	9,09 %
Kenya	9,09 %
Tanzanie	6,06 %
Zambie	6,06 %
Mozambique	1,52 %
-	1,52 %
Afrique du Sud	1,52 %

